TRANSPORT AÉRIEN : LA BELGIQUE SIGNE UN ACCORD AVEC LE BÉNIN

BÉNIN RÉVÉLÉ MAGAZINE

EDITION SPÉCIALE DIPLOMATIE. DEUXIÈME ANNÉE. N°002 - JANVIER 2018. MENSUEL. WWW.BENINREVELE.COM - GRATUIT. NE PEUT ÊTRE VENDU !

BÉNIN

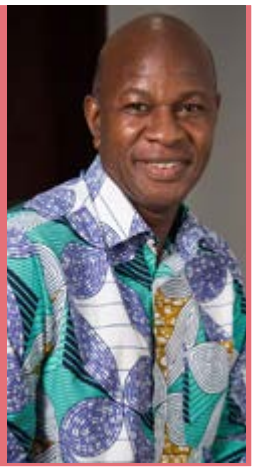
Sacrée diplomatie !

ALAPINI GANSOU

Cette ''Reine'' béninoise du droit international élue juge à la CPI

JOSÉ PLIYA

« Nous avons tous les atouts pour devenir une réelle destination touristique »



ICT MEDIA Strategies

Your progress, our success

ICT Media
STRATEGIES

- Veille stratégique
- Fourniture de contenus
- Edition magazines, journaux, rapports…
- Formation et Etudes
- Relations publiques
- E-reputation
- Création web

ICT Media
STRATEGIES

www.ictmedia.africa

La nouvelle doctrine de la diplomatie béninoise

PAR **PATRICE TALON,** PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN.

Projet et Dessein sont les deux principales figures de l'identité nationale. Il n'y a point de dessein national en dehors de grands projets unificateurs. C'est fort de cette conviction que j'ai voulu associer chaque Béninoise et chaque Béninois au Programme d'Action du Gouvernement, « Bénin Révélé », en lui donnant un écho suffisamment large. Ceci, afin qu'ils puissent le comprendre en profondeur, l'apprécier comme il faut, l'enrichir de leurs critiques et contributions, le mesurer objectivement pour pouvoir l'évaluer en connaissance de cause au moment opportun…

Dans le domaine diplomatique, notre action au cours de ces derniers mois a permis de rationaliser la carte diplomatique et consulaire de notre pays, de mieux gérer la situation du personnel, et surtout de rétablir la crédibilité du Bénin sur la scène internationale. Ceci nous a conduits à bien cibler nos priorités et à circonscrire notre action dans le sens de l'efficience. Cette nouvelle doctrine de la diplomatie béninoise porte déjà ses fruits.

Plusieurs de nos compatriotes sont désignés dans des instances internationales. Au plan international, le Bénin est resté fidèle à son idéal de paix et de sécurité. A la vérité, ces actions de rayonnement de notre pays sont orientées vers la recherche de la prospérité économique et le développement social…

La prospérité économique n'est possible que si les conditions d'une amélioration de l'environnement des affaires sont créées pour accroître les investissements et les opportunités d'emplois. Sur ce chapitre, les derniers rapports Doing Business, qui soulignent les progrès réalisés par notre pays, témoignent que nous sommes sur la bonne voie. Cette prospérité n'est profitable à tous que si elle a lieu dans un contexte qui garantit l'égalité effective des chances, la paix et la justice sociales…

Le social comme priorité

Mon gouvernement a fait du social une des priorités de son programme d'actions dont le troisième pilier porte sur « l'amélioration des conditions de vie des populations ». Cette ambition a été réaffirmée dans le Programme Economique et Financier que le Gouvernement a délibérément signé avec le Fonds Monétaire International en avril 2017…

Dans le cadre de ce programme, le Gouvernement s'est engagé à affecter au titre de l'année 2017, 160 milliards FCFA aux dépenses sociales prioritaires. Il s'agit des dépenses affectées aux secteurs suivants : santé, éducation, énergie, eau, agriculture, élevage et pêche, affaires sociales, justice, cadre de vie. A fin décembre 2017, le montant des dépenses sociales prioritaires est estimé à plus de 200 milliards de FCFA, bien au-delà des objectifs fixés. Il reste entendu, que ces chiffres n'intègrent pas les nombreux autres projets à fort impact social mis en œuvre sur l'année 2017.

Vous comprenez donc qu'en dépit de la rigueur budgétaire, mon Gouvernement a fait du Social une des priorités de son action. Mon Gouvernement accentuera ses efforts pour que l'année 2018 et les autres à venir riment avec l'amélioration soutenue de la situation de l'emploi et du panier de la ménagère.

A cette fin, l'amélioration du climat des affaires, à travers les diverses lois promulguées, les mesures d'assainissement des finances publiques ainsi que les actions engagées pour le rétablissement de la crédibilité de notre Etat, permettront la réalisation du vaste programme d'investissement prévu.

RAVIP PRÈS D'UN MILLION DE BÉNINOIS ENREGISTRÉS EN 18 JOURS
BÉNIN RÉVÉLÉ
MAGAZINE
NOUVEAU
PATRICE TALON
20 mois et réformes INÉDITES
INNOVATION
Trois jeunes présentent l'innovant foyer Atingan au gouvernement
SERGE ADJOVI
« Patrice Talon est extrêmement impliqué dans les projets numériques »
Ensemble, construisons !
#BENINREVELE
#BENINREVELEMAG

Pour le rayonnement diplomatique, une décision historique !

PAR BEAUGAS – ORAIN DJOYUM, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Historique et osée. Visionnaire et indubitablement bénéfique. La décision prise par le président de la République, Patrice Talon, de supprimer les visas de court séjour autrefois exigés aux Africains foulant le territoire béninois entre dans les annales de l'histoire de l'intégration africaine. Attaché et conscient des multiples gains que peuvent apporter les échanges et la circulation des personnes et des biens en Afrique, le président Patrice Talon, à travers cette décision, inscrit définitivement son nom en lettres d'or au tableau des premiers bâtisseurs d'une Afrique unie, forte, ambitieuse, respectueuse et respectée. Construisant ainsi aux yeux du monde l'image d'un Bénin, d'un pays, ouvert à l'Afrique et disposé non seulement à présenter ses atouts politiques, économiques et culturels, mais également à apprendre des autres. Tout en explorant les possibilités d'échanges mutuellement bénéfiques ou d'exportation de ses acquis et potentialités dans la sous-région et en Afrique.

Difficile pour les diplomates accrédités au Bénin de ne pas souligner cette si importante décision. Le 16 janvier 2018, lors de la cérémonie de présentation des vœux du corps diplomatique, l'ambassadeur du Niger au Bénin, Mme Sandi Sahadi Abdou, doyenne du corps diplomatique a relevé avec une certaine emphase cette mesure historique qui fait honneur au Bénin. D'après elle, le vaillant peuple béninois a toujours su jouer un rôle pionnier dans la longue marche des peuples africains dans la bonne gouvernance et le vivre ensemble. Ce rôle de pionnier, le président Patrice Talon continue de le jouer par sa « décision audacieuse » de suppression des visas pour les ressortissants africains entrants au Bénin, martèle-t-elle. Tout en reconnaissant bien évidemment que, par ce geste que l'ensemble des diplomates accrédités au Bénin salue, le président béninois a confirmé et concrétisé son attachement ferme au processus d'intégration africaine si chère aux populations de l'Afrique.

Attaché et conscient des multiples gains que peuvent apporter les échanges et la circulation des personnes et des biens en Afrique, le président Patrice Talon, à travers cette décision, inscrit définitivement son nom en lettres d'or au tableau des premiers bâtisseurs d'une Afrique unie, forte, ambitieuse, respectueuse et respectée.

Sous un autre angle, dans la sous-région Afrique de l'Ouest, le Bénin imprime progressivement ses marques. En atteste la tournée du président Patrice Talon dans de nombreux pays de la CEDEAO en 2017. Dans cette édition de Bénin Révélé Magazine, vous en aurez d'ailleurs un aperçu. Tout comme un aperçu des beaux tableaux, promesses, accords et fonds qu'ont laissé à Cotonou deux femmes influentes de la scène internationale qui ont pris du plaisir à visiter le Bénin : Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international et Michaëlle Jean, la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie. Deux visites, qui, à elles seules, à quelques jours d'intervalles seulement, montrent le dynamisme de la diplomatie béninoise que peint cette édition spéciale "Diplomatie" de Bénin Révélé Magazine.

Bonne lecture !

Edition spéciale

Sacrée diplomatie Page 10 - 35.

3.
EDITO
Par Patrice TALON :
La nouvelle doctrine de la diplomatie béninoise porte déjà ses fruits

5.
LA LETTRE DE L'EDITEUR
Par Beaugas-Orain DJOYUM :
Pour le rayonnement diplomatique, une décision historique !

8-9.
SUR L'ESTRADE
Charles Ahomadégbé, Manu Dibango, Oswald Homeky, Kiyofumi Konishi, Ahmed El ATTAT, Souayibou Varissou

24-25.
INTERVIEW DU MOIS
José Pliya : « Nous avons tous les atouts pour devenir une réelle destination touristique »

34
PORTRAIT DU MOIS
Alapini Gansou, cette « Reine » béninoise du droit élue juge à la CPI

Patrice Talon : « Nous avons fait appel au FMI pour que vous soyez le témoin de notre sérieux »
10-12

Quelques clichés des visites de travail du président Patrice Talon
13

Christine Lagarde : « La performance de l'économie béninoise en 2018 sera supérieure à celle de 2017 »
14-15

Michaëlle Jean et Patrice Talon décident de la création d'un Réseau des ministres francophones du numérique
16

L'OIF s'engage à accompagner les femmes et les jeunes entrepreneurs
16

Des délégations du Japon et de l'Indonésie à l'honneur à la Marina
17

Le Bénin supprime le Visa d'entrée pour les ressortissants de 30 pays africains
18

La convoitise du ciel béninois continue : un accord sur le transport aérien signé avec la Belgique
19

Le Port autonome de Cotonou signe un partenariat avec celui d'Anvers en Belgique
20

56 milliards de F.Cfa de l'Allemagne pour soutenir le développement au Bénin
21

La coopération entre la commune de Toviklin et celle d'Illingen (Allemagne) relancée
21

Boniface Vignon : « Nous voulons faire du Bénin une destination pour les Brésiliens »
22

Une fois encore, le Bénin sollicite l'expérience du Rwanda
23

Le Bénin et le Burkina Faso unis pour faire barrage au terrorisme
23

Le Japon va doter l'Atlantique de 220 salles de classes, dans 37 écoles
26

Les relations entre le Bénin et les Etats-Unis sont au beau fixe
27

Aurélien Agbénonci veut renforcer les liens avec l'Union européenne
27

Aurélien Agbénonci : « Patiemment et obstinément, notre diplomatie s'est fixée un cap ! »
28-32

Aurélien Agbénonci : «Nos relations avec le Nigeria sont de grande qualité »
33

Magazine GRATUIT de l'économie béninoise et de l'actualité Gestion publique du Bénin.

MENSUEL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Beaugas-Orain DJOYUM

ONT CONTRIBUÉ A CE NUMÉRO
NYDA ADJOVI
CYRILLE ETOUNDI
Dany Clarence
Beaugas-Orain DJOYUM

OPÉRATEUR
ICT Media STRATEGIES
(www.ictmedia.africa)

RÉDACTION
ICT Media STRATEGIES

MAQUETTE
ICT Media STRATEGIES

CRÉDIT PHOTOS
Présidence de la République du Bénin

RÉGIE PUBLICITAIRE
ICT Media Marketing and Communication Agency
Mail : contact@ictmedia.africa

CONTACTS Bénin Révélé Magazine
Web : www.beninrevele.com
Mail : contact@beninrevele.com

Le magazine Bénin Révélé Magazine peut également être téléchargé gratuitement sur le site web du journal et sur le site web de ICT Media STRATEGIES. Aussi, scannez le code barre ci-dessus et téléchargez gratuitement le magazine.

Copyright © 2018 Bénin Révélé Magazine

MANU DIBANGO

ARTISTE MUSICIEN (SAXOPHONISTE)

La deuxième édition du Festival international de Porto-Novo (Fip) s'est tenu du 6 au 13 janvier 2018. Dès le 06 janvier 2018 à la cérémonie officielle d'ouverture, un grand concert s'est tenu au stade Charles de Gaulle de Porto-Novo avec de vedettes de la musique béninoise, mais également internationaux dont le célèbre saxophoniste camerounais Manu Dibango qui n'a pas manqué de célébrer avec les Béninois, la vaste culture de l'Afrique. Un colloque a également été organisé sous le thème « Comment le vaudou peut-il contribuer à répondre aux enjeux mondiaux aujourd'hui ».

OSWALD HOMEKY

MINISTRE EN CHARGE DU TOURISME

L'association culturelle Miss Bénin de Fortuné Dégbégni, qui avait jusqu'ici la charge d'organiser le concours d'élection de la plus belle béninoise sur une année, est désormais écartée de cet évènement. Motif principal, mauvaise organisation. La décision est du ministre du Tourisme, de la Culture et des Sports, Oswald Homeky, qui a adressé, en date du 27 décembre 2017, une lettre au président de cette association lui signifiant la décision du gouvernement « de [lui] retirer l'organisation du concours Miss Bénin et invite par conséquent [son] association et [lui] même à ne plus se prévaloir du label Miss Bénin en quelque circonstance que ce soit ».

JEAN CHARLES AHOMADÉGBÉ

PRÉSIDENT DU CBF

Le Conseil des Béninois de France (Cbf) a offert un don de matériel à l'hôpital de référence, le Centre hospitalier universitaire Hubert K. Maga (Cnhu-Hkm). Pour Jean Charles Ahomadégbé, président du Cbf, c'est que les Béninois de la diaspora, réunie au sein du Cbf ont été sensibles à la peine des patients admis dans ce centre et aux difficultés du personnel soignant. Ce sont 100 matelas, 200 draps et 100 moustiquaires, tous neufs, qui ont été offerts le 04 janvier 2018, au Cnhu-Hkm. Un don estimé à sept millions de F.Cfa. Par ce don, il faut voir « l'esprit et la volonté permanente de contribuer aux efforts de développement du Bénin », clame Charles Ahomadégbé.

KIYOFUMI KONISHI

AMBASSADEUR DU JAPON AU BÉNIN

Le Japon va construire sept salles de classes au collège d'enseignement général de Setto, dans la commune de Djidja. La signature du contrat de ce don a été paraphée le 11 décembre 2017, entre le directeur dudit collège, Jacques Zodéougan et Kiyofumi Konishi, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Bénin. Le projet, qui va consister en la construction de sept salles de classes, d'un laboratoire et d'un bloc de latrines, est réalisé dans le cadre du don aux micro-projets locaux qui contribuent à la Sécurité humaine. Il est estimé à un coût de plus de 97 millions de F.Cfa et est financé par le Japon.

AHMED EL ATTAT

DIRECTEUR GÉNÉRAL ETISALAT BÉNIN (MOOV)

Depuis le 23 janvier 2018, les abonnés de la filiale béninoise du Nigérian Globacom Limited (arrivé sur le marché béninois en 2007) utilisent le réseau Etisalat de Moov Bénin tout en gardant leurs numéros. Dans un communiqué publié le 19 janvier 2017, la direction générale de Moov souhaitait déjà la bienvenue aux nouveaux abonnés de Glo. « Chers abonnés de Glo, nous vous souhaitons la bienvenue dans la grande famille Moov… Profitez des meilleurs tarifs de la 4G et de Moov Money », soulignait Ahmed El ATTAT, le DG d'Etisalat Bénin. Quelques jours plus tôt, le 17 janvier, c'est l'ARCEP Bénin qui informait les abonnés que les numéros de Glo avaient été réattribués à Moov.

SOUAYIBOU VARISSOU

DG DE L'AWHF

Le Béninois Souayibou Varissou a été élu directeur général du Fonds pour le patrimoine mondial africain (AWHF), une institution mise en place par l'Unesco et dont le siège est en Afrique du sud. C'est du moins l'information donnée en décembre 2017 par Aurélien Agbénonci, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Souayibou Varissou occupait auparavant le poste de directeur de Développement des partenariats. « Mais, à cause de ses qualités, les Etats membres ont accepté de lui confier la direction de cette institution. Notre ambassadeur à l'Unesco m'en a informé, il y a quelques jours », indiquait le ministre.

Patrice Talon :
« Nous avons fait appel au FMI pour que vous soyez le témoin de notre sérieux »

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN, PATRICE TALON ET SON HÔTE, LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, CHRISTINE LAGARDE, EN VISITE DE TRAVAIL AU BÉNIN DU 10 AU 13 DÉCEMBRE 2017, ONT FAIT LE POINT DES RELATIONS AVEC L'INSTITUTION. MAIS ÉGALEMENT, C'ÉTAIT L'OCCASION POUR LE PRÉSIDENT DE DRESSER UN APERÇU DES RÉFORMES (SUIVIES PAR LE FMI) EN COURS DANS LE PAYS. OCCASION POUR BÉNIN RÉVÉLÉ MAGAZINE DE VOUS PROPOSER UNE EDITION SPÉCIALE "DIPLOMATIE". CAR ÇA BOUGE POSITIVEMENT DANS CE SECTEUR. PREMIER ARRÊT : LES GRANDES LIGNES DE L'ÉCHANGE TALON – LAGARDE FACE AUX MÉDIAS. PAROLE AU PRÉSIDENT...

Le recours au FMI pas en tant que pompier, mais en tant que partenaire technique

« Nous sommes inlassablement à la tâche. Mais, je dois avouer que la situation est quand même difficile. Je dois avouer que nos concitoyens demeurent légitimement impatients, parce que l'arbre de la renaissance ne porte pas encore de fruits. Mais, la floraison en bien là ! La preuve de nos efforts, c'est que depuis septembre (2017, ndlr) vous (Christine Lagarde, Ndlr) avez engagé la revue du programme que nous avons signé. J'oubliais, programme mis en œuvre avec une cerise sur le gâteau qui est la Facilité élargie de crédit qui est de 150 millions de dollars que vous nous avez accordé et qui nous est tant utile. Même si comme je vous le disais tantôt, nous ne vous avons pas fait appel en tant que pompier, mais surtout pour que vous nous accompagnez techniquement dans notre programme de réformes de nos fondamentaux et de développement socio-économique de notre pays. Et surtout, que vous soyez le témoin de notre sérieux et de notre crédibilité.

C'est cela qui a principalement motivé notre appel au FMI. Mais, nous avons eu, j'espère que nous avons un peu droit à cela, à un appui financier pas négligeable du tout et très utile. La revue dont les conclusions ont été arrêtées le 01er décembre 2017 et qui nous sommes parvenues nous paraissent bien flatteuses. Ce qui, je pense, a permis la visite dont vous êtes témoins. Une visite qui se fait avec toute sa grâce ! Je voudrais donc donner la parole à notre hôte pour dire ce qu'elle et ses services ont pu constater pendant la revue. Ce que nous avons pu faire de bien, ce qui reste à faire et vous entendre dire ce que vous allez davantage faire pour nous. (…)

Les grandes ambitions du Bénin dans le domaine de la santé et de l'éducation

En effet, le FMI nous a interpellé sur nos investissements prévus dans le secteur de la santé et de l'éducation pour rester conforme aux critères et aux engagements que nous avons pris au début du programme. Il faut avouer que nous avons par nous-mêmes de grandes ambitions dans le domaine de la santé et de l'éducation. Je rappelle aux uns et aux autres que les investissements dans le secteur du social ne se voient pas seulement à travers des distributions d'argent. Parce qu'au Bénin, c'est bien malheureusement ce que nous entendons par le mot social. Et si notre ambition est de lutter contre la pauvreté avec des investissements à effet durable, nous n'avons pas toujours pu afficher dans notre programme ce qui relève de ce qu'on attend parfois de nous en terme de social.

Mais, dans le secteur de l'éducation et de la santé, nos ambitions sont de très haut niveau. Le FMI peut le confirmer. Malheureusement, nous n'avons pas atteint nos objectifs pour des raisons essentielles. D'abord, dans le domaine de l'éducation nationale, les investissements prévus n'ont pas pu se faire, parce que secteur a besoin de réformes. Et vous savez en matière de réformes, ce n'est pas évident. Les choses ne vont pas aussi vite qu'on l'espère. Nous avons mis plus d'un an et nous n'avons pas encore terminé de faire le diagnostic du système.

Ce qui fait que le peu de moyens investis ne donne pas ses effets. Nous avons l'impression que les moyens sont gaspillés. Le secteur ne va pas bien. Nous savons tous que l'école ne va pas bien au Bénin. Mais, faut-il investir de manière aveugle ? Il faut impérativement faire le diagnostic, déterminer ce qu'il convient de faire mieux et de le mettre en œuvre. Sur ce plan, les choses ne sont pas allées très vite. C'est vrai !

Faire un diagnostic, préconiser une réforme et la mettre en œuvre

C'est pareil pour le secteur de la santé. Nous savons également que nous ne sommes pas performants, que les investissements ne donnent pas les effets escomptés et que dans ce domaine il faut davantage investir et mieux investir. Il faut également faire un diagnostic, préconiser une réforme et la mettre en œuvre. Vous savez très bien que dans ce domaine, il y a une fronde. Et vous savez que tout ce qui est réforme est mal perçu et mal reçu, parce qu'on craint de perdre les acquis. C'est égale-

ment ce qui a fait que dans le domaine de la santé nous avons eu un peu de difficultés, d'abord à finaliser et ensuite à mettre en œuvre la réforme.

Mais, une chose est claire. Nous n'allons pas continuer de gaspiller nos ressources dans les secteurs qui ne donnent pas des réponses positives à l'investissement. Madame la Directrice du FMI, si les choses doivent s'accélérer davantage, n'hésitons pas à attendre. Parce qu'il est important que nos maigres ressources et celles que nous mobilisons auprès des partenaires techniques et financiers, que les impôts que nous collectons auprès de nos citoyens et de nos partenaires et qui sont mis à notre disposition, soient utilisées à bon escient pour avoir des résultats visibles et durables.

C'est pour cela que les réformes dans ces domaines-là nous tiennent tant à cœur bien avant et plus que le FMI. Même si le FMI, dans le cadre de notre programme, mesure notre performance et nos challenges.

« Le Nigeria sert beaucoup notre économie »

Il est important de développer notre niveau de production et de compétitivité, de développer beaucoup de valeur ajoutée par rapport au Nigeria. Afin que la moindre secousse là-bas ne nous terrasse pas totalement. Plus nous allons être capable d'investir au Bénin pour ce marché (nigérian, ndlr), plus nous ne serons plus dépendants. On ne veut pas être indépendant du marché nigérian, on veut être indépendant de tout ce qui est exogène à la région.

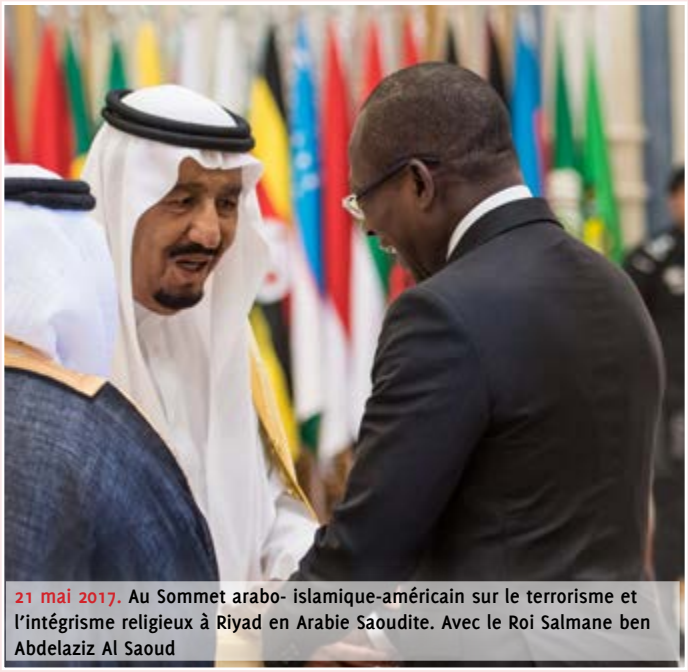
Aujourd'hui, le Nigeria sert beaucoup notre économie, parce que nous importons et réexportons vers le Nigeria. Aussi bien légitimement, légalement que par la fraude aussi. On ne peut pas construire durablement notre économie sur ce genre de système.

Notre souhait, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, du tourisme ou des services qui sont des secteurs porteurs pour le développement durable, est que nous puissions avoir de la production et de la productivité capables d'être toujours compétitif sur ce marché qui est un marché à revenu intermédiaire. Le Nigeria a aujourd'hui des moyens de consommer tout ce que nous pouvons produire au Bénin de qualité… Ainsi, nous serons éternellement un fournisseur de ce marché et l'interdépendance nous profitera durablement en dehors des paramètres exogènes à nos régions.

Propos retranscrits par Bénin Révélé Mag

"Nous n'allons pas continuer de gaspiller nos ressources dans les secteurs qui ne donnent pas des réponses positives à l'investissement. Madame la Directrice du FMI, si les choses doivent s'accélérer davantage, n'hésitons pas à attendre. Parce qu'il est important que nos maigres ressources et celles que nous mobilisons auprès des partenaires techniques et financiers, que les impôts que nous collectons auprès de nos citoyens et de nos partenaires et qui sont mis à notre disposition, soient utilisées à bon escient pour avoir des résultats visibles et durables."

10 octobre 2017. En tournée ouest-africaine. Avec le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, à Ouagadougou au Burkina Faso.



21 mai 2017. Au Sommet arabo- islamique-américain sur le terrorisme et l'intégrisme religieux à Riyad en Arabie Saoudite. Avec le Roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud

11 octobre 2017. En tournée ouest africaine. Ici, à Accra au Ghana. Avec le président ghanéen Nana Akufo-Addo

Avril 2017. Au Sommet extraordinaire des Chefs d' Etat de l' UEMOA à Abidjan (Côte d'ivoire). Avec le président Alassane Ouattara

Novembre 2017. Au 5e Sommet UA-UE à Abidjan en Côte d'Ivoire. Avec le président congolais Dénis Sassou Nguesso

29 mai 2017. Aux 52èmes Assemblées générales du groupe de la BAD à Ahmedabad en Inde. Avec le président de la BAD

Quelques clichés des visites de travail du président Patrice Talon

Christine Lagarde : « La performance de l'économie béninoise en 2018 sera supérieure à celle de 2017 »

EN VISITE DE TRAVAIL AU BÉNIN DU 10 AU 13 DÉCEMBRE 2017, CHRISTINE LAGARDE, LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, PRÉVOIT UNE CROISSANCE DE 6% POUR LE BÉNIN EN 2018. PAR AILLEURS, LORS DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LE PRÉSIDENT PATRICE TALON, ELLE A SALUÉ LES RÉFORMES ENGAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT ET INVITÉ LE PRÉSIDENT À CONTINUER AVEC LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT, D'ASSAINISSEMENT ET D'INVENTAIRES DES ANNÉES PASSÉES. BÉNIN RÉVÉLÉ MAGAZINE VOUS PROPOSE LES GRANDES LIGNES DE L'ÉCHANGE TALON – LAGARDE FACE AUX MÉDIAS.

Christine Lagarde, la Dg du Fmi, et Patrice Talon, le président béninois

« Vous avez tenu parole ! Et moi, je tiens parole ! »

« Merci Monsieur le président de me passer à la parole. D'abord permettez-moi, en mon nom et au nom de toute l'équipe qui m'accompagne dans périple de vous remercier de votre accueil et à travers vous, de remercier le peuple béninois de nous accueillir. Monsieur le président, le moindre qu'on puisse attendre d'un partenaire, c'est qu'il tienne ses promesses. Et lorsque nous nous sommes vus en septembre 2016, je vous avais dit que si tout fonctionnait de manière harmonieuse et conforme aux engagements, eh bien, je vous rendrais visite avant la fin de l'année 2017.

Entretemps, le 07 avril 2017, un programme, un partenariat, a été conclu entre le Bénin et le FMI dans le cadre d'une Facilité de crédit élargie d'un peu plus de 150 millions de dollars d'un côté et avec en contrepartie un certain nombre d'engagements de la part de votre gouvernement, au nom du peuple béninois, pour restaurer la situation des finances publiques et pour procéder à un certain nombre de réformes structurelles permettant d'assainir l'environnement des affaires, d'accueillir des investissements domestiques ou étrangers et de répondre de manière légitimes aux ambitions que vous formiez pour le développement de votre économie qui a pris la forme de ce plan pour le Bénin Révélé.

Alors, vous avez tenu parole ! Et moi, je tiens parole ! Vous avez tenu parole, puisque le Conseil d'administration du FMI, le 01er décembre 2017, a pris acte de ce qu'on appelle la première revue sur la base de l'audit qui avait été effectué par nos équipes au mois de septembre 2017 pour constater que l'ensemble des actions qui devaient être prises avant cette date l'avaient été et que par conséquent, la deuxième tranche de financement pouvait être libérée et permettre ainsi la poursuite du financement de l'économie béninoise.

Je crois qu'avec ces axes-là, votre gouvernement est en train de démontrer qu'il peut tenir ses paroles. Lors de nos discussions, nous avons évoqué certains de ces axes. Je vous ai fortement encouragé à continuer sur ces voies-là, à continuer avec les perspectives de développement, d'assainissement et d'inventaires des années passées également.

Les promesses de notre premier Rendez-vous

Et j'ai tenu ma promesse, je vous avais dit que je viendrai avant la fin de l'année 2017. Nous sommes le 11 décembre 2017, je suis dans les délais. Je mentionne le partenariat et l'engagement du partenaire à tenir ses promesses pourquoi ? Parce que lorsque nous nous sommes rencontrés la première fois, vous aviez pour ambition de développer l'économie du Bénin. Vous avez identifié un certain nombre d'activités, le développement de l'agriculture à valeur ajoutée, le tourisme fondé à la fois sur le tourisme côtier, le tourisme intérieur et le tourisme historique. Vous avez pour ambition de vous attaquer à la réduction de la pauvreté en dépensant mieux et plus dans le domaine de l'éducation et de la santé. Et vous avez pour ambition d'établir les règles de bonne gouvernance permettant d'inciter les investisseurs de regarder le Bénin avec une perspective favorable.

Poursuivre les investissements dans le domaine de l'éducation et de la santé

Je crois qu'avec ces axes-là, votre gouvernement est en train de démontrer qu'il peut tenir ses paroles. Lors de nos discussions, nous avons évoqué certains de ces axes. Je vous ai fortement encouragé à continuer sur ces voies-là, à continuer avec les perspectives de développement, d'assainissement et d'inventaires des années passées également. Et inventaire dans le cadre de l'audit qui s'avère nécessaire et dans lequel nous allons bien-sûr vous soutenir. Il faut également poursuivre les investissements dans le domaine de l'éducation et de la santé. Je comprends que les obstacles administratifs ont été dorénavant écartés et permettront de tenir les engagements. Ce qui me paraît tout à fait essentiel pour participer à la lutte contre la pauvreté.

La situation économique du Nigeria a une importance pour le développement du Bénin…

Deuxième point qui me paraît également fondamental, ce sont les prévisions de croissance que nous établissons pour le pays. On le sait, la situation économique du grand voisin le Nigeria a une importance pour le développement économique du Bénin. Nous savons également que vous voulez faire la diversification de votre économie dans le plan Bénin Révélé, un autre axe de développement beaucoup plus indépendant.

Ceci compte tenu de plusieurs paramètres dont l'amélioration de la situation économique du Nigeria et les perspectives de réussite qui sont les vôtres, pas de demain matin, parce que ces choses-là prennent du temps, mais dans une perspective de moyen terme, nous considérons que la performance de l'économie béninoise en 2018 sera supérieure à celle de 2017. Nous avons un prévisionnel de 6%.

Je sais que vous êtes un tout petit peu au-dessus. J'espère que j'aurai tort et que vous aurez raison. En tout cas, c'est une perspective de croissance en amélioration très nette. Voilà ; à titre liminaire, ce que je voulais indiquer aux membres de votre communauté. Et rendre hommage au passage à la tradition démocratique du Bénin qui, elle aussi, est dans le paysage que regarde les investisseurs un atout considérable, même s'il est parfois de nature à générer des polémiques et discussions. Mais, c'est après tout, le propre des débats démocratiques que d'avoir ce type de discussions. Je vous remercie.

Propos retranscrits par Bénin Révélé Mag

Michaëlle Jean et Patrice Talon décident de la création d'un Réseau des ministres francophones du numérique

LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, MICHAËLLE JEAN A SÉJOURNÉ AU BÉNIN DU 13 AU 16 DÉCEMBRE 2017.

Parmi les grandes annonces du séjour de la SG de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif), figure l'annonce de la création prochaine d'un Réseau des ministres francophones en charge de l'Economie numérique. « J'ai été mandaté par le président de la République Patrice Talon de vous informer qu'il a accepté, au nom de notre gouvernement, de porter un projet majeur, celui de la création d'un Réseau des ministres en charge de l'économie numérique sous les auspices de l'OIF. Sur proposition de la SG de l'OIF, il a accepté que notre pays conduise ce chantier, mais avec l'appui de Mme Michaëlle Jean », a déclaré à la presse Aurélien Agbénonci, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

La ministre Aurélie Adam Soule, le président Patrice Talon et Michaëlle Jean, SG de l'OIF.

Le président Patrice Talon et la SG Michaëlle Jean ont évoqué ce sujet au cours d'une audience. Au cours de cette rencontre avec le président de la République à laquelle Aurélie Adam Soule Zoumarou, la ministre en charge de l'Economie numérique et de la Communication a pris part, Michaëlle Jean a expliqué le bien-fondé de ce réseau. « Que le président de la République veuille bien que le Bénin porte ce projet de Réseau de ministres de l'Economie numérique de l'espace francophone comme c'est déjà le cas pour les ministres en charge des Finances et en charge des Affaires étrangères de l'espace francophone, c'est une bonne chose », s'est réjouie la SG de l'OIF.

L'OIF s'engage à accompagner les femmes et les jeunes entrepreneurs

Au cours de son séjour béninois, Michaëlle Jean, a rendu visite à la Chambre de Commerce et d'industrie du Bénin (Ccib). Elle y a discuté avec les jeunes entrepreneurs et les femmes.

Cette rencontre a eu lieu, en présence du directeur du Bureau régional pour l'OIF, du président de la Chambre de commerce de l'artisanat et des mines du Cameroun, des membres du bureau exécutif de la Ccib, des membres du corps diplomatique, des responsables des groupements d'entrepreneurs, des femmes, des jeunes, etc., le 15 décembre 2017.

Il s'est agi lors de cet échange, de s'accorder sur les offres de l'organisation pour accompagner les femmes et les jeunes entrepreneurs dans l'espace francophone et à travers le monde. Michaëlle Jean a dit sa résolution ainsi que celle de l'OIF à soutenir ce projet en accordant une attention particulière à ces catégories sociales. Ainsi, annonce-t-elle, « nous voulons répondre à ces besoins qui sont les vôtres ; déployer dans 13 pays africains des incubateurs ». L'institution entend alors « soutenir l'insertion professionnelle des jeunes, mais avec une bonne adéquation avec les besoins des entrepreneurs ». Elle est, pour cette cause, en partenariat avec des structures béninoises.

Des délégations du Japon et de l'Indonésie à l'honneur à la Marina

DES DÉLÉGATIONS DE DEUX PAYS D'ASIE ONT ÉTÉ REÇUES EN AUDIENCE PAR PATRICE TALON, CHEF DE L'ETAT, LE 15 JANVIER 2018, AU PALAIS DE LA MARINA À COTONOU. AU PROGRAMME DE CES VISITES, LE RENFORCEMENT DES RELATIONS ENTRE LE BÉNIN ET CES ETATS.

Pour Kiyoshi, sénateur japonais et chef de la délégation nipponne, « l'objectif de cette visite est relatif à l'évaluation de l'aide publique japonais au développement du Bénin ». Les Japonais sont ainsi venus faire un bilan de la coopération bilatérale entre leur pays et le Bénin. Il faut souligner ici que le Japon est un partenaire important pour le Bénin. Il est intervenu ces derniers mois, dans de domaines divers : l'éducation, la santé, l'agriculture et la pêche.

La délégation japonaise au Palais de la Marina

La délégation indonésienne au Palais de la Marina

Cette visite d'évaluation est alors le lieu et l'occasion de revoir l'intervention du Japon au Bénin et surtout, de consolider la meilleure qualité de liens qui existe entre les deux Etats. C'est dans cette logique, que s'inscrit le projet de visite prochaine, de Patrice Talon, Chef de l'Etat, au Japon.

Le président de la République a aussi reçu le même jour et au même lieu, une délégation venue d'Indonésie. Conduite par l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Indonésie, Hassan Wirajuda, envoyé spécial du président indonésien, les échanges ont tourné autour de deux points majeurs : la coopération bilatérale et la candidature de l'Indonésie au Conseil de sécurité des Nations Unies en qualité de membre non permanent.

Tout comme le Japon, l'Indonésie ambitionne de raffermir ses relations avec le Bénin, pays dans lequel, elle est déjà présente dans plusieurs secteurs, notamment le commerce. Ainsi, « notre intention est d'impliquer davantage l'Indonésie dans tout ce que nous faisons, surtout pour des investissements productifs », indique Aurélien Agbenonci, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

Notre intention est d'impliquer davantage l'Indonésie dans tout ce que nous faisons, surtout pour des investissements productifs

Il ajoute d'ailleurs, que « dans les semaines qui viennent, vous assisterez à un regain d'activités dans ce domaine », avant de déclarer que « l'Indonésie est la huitième plus large économie du monde, et elle ambitionne de devenir dès 2035, la sixième plus large économie du monde et 2050, la quatrième plus large économie du monde. »

Alors, « pour ce qui nous concerne au Bénin, ce pays est un partenaire de choix qui est surtout présent dans tout ce qui concerne la coopération par l'investissement et le commerce et cela est en phase avec la vision du président béninois qui a transmis à son homologue indonésien, son intention d'approfondir les relations bilatérales dans ces domaines » a-t-il souligné.

Le Bénin supprime le Visa d'entrée pour les ressortissants de 30 pays africains

LE PRÉSIDENT PATRICE TALON, INSPIRÉ PAR LE MODÈLE RWANDAIS, A TENU SA PROMESSE DE SUPPRIMER LES VISAS DE COURT SÉJOUR POUR LES VOYAGEURS AFRICAINS. C'EST EFFECTIF DEPUIS LE MOIS DE FÉVRIER 2017. LE KENYA ET LA TUNISIE ONT FAIT DE MÊME POUR LES RESSORTISSANTS BÉNINOIS.

C'est une décision qui a été saluée par de nombreux Africains. Les ressortissants de trente pays africains ne sont plus astreints à la demande d'un visa pour fouler le sol béninois. « M'inspirant de l'expérience du Rwanda, j'ai décidé que le Bénin n'exigera plus de visa aux Africains. La coopération Sud-Sud peut avoir un vrai sens. Mon espoir est que la coopération entre le Rwanda et le Bénin peut servir d'exemple », avait promis le président Patrice Talon en août 2016, alors qu'il visitait Kigali. C'est désormais une réalité. La mesure a au préalable été validée au Conseil des ministres en octobre 2016 avant d'entrer en service en février 2017.

Le consulat du Bénin en France avait alors publié un communiqué informant les ressortissants africains de cette réalité et la liste des trente pays en question. (Voir encadré). A ces 30 pays s'ajoutent les quatorze pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Burkina, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo, et Cap-Vert.

La mesure concerne les séjours de moins de 90 jours. Et déjà, certains pays africains ont décidé de faire la réciprocité. Il s'agit du Kenya et de la Tunisie. En mai 2017, le président Uhuru Kenyatta a pris cette décision au nom de la libre circulation des personnes et des biens entre les deux pays. Quant à la Tunisie, c'est depuis le 15 décembre 2017, que les ressortissants béninois sont exemptés du visa d'entrée dans le territoire tunisien.

Ce vent positif et cet élan de solidarité est salué par les instances africaines en charge du développement. Par exemple, la BAD, dans son rapport intitulé « Africa Visa Openness » publié en 2016 recommande aux dirigeants et décideurs politiques africains d'œuvrer pour aider les Africains à se déplacer librement. Aussi, l'appel de l'Agenda 2063 de l'Union africaine invite la suppression des visas pour tous les Africains d'ici à 2018.

Il faut indiquer que le Rwanda est l'un des pionniers en la matière. Depuis le 1er janvier 2013, pour se rendre au Rwanda, les Africains sont exemptés des procédures de demande de visa. Ils doivent néanmoins recevoir un visa d'entrée à tout poste frontalier rwandais.

Les 30 pays Africains exemptés de visa pour fouler le territoire béninois

1- Afrique du Sud 2- Angola 3- Botswana 4- Comores 5- Cameroun 6 -République centrafricaine 7- République du Congo 8- République démocratique du Congo 9- Djibouti 10- Érythrée 11- Éthiopie 12- Gabon 13- Guinée équatoriale 14- Kenya 15- Lesotho 16- Madagascar 17- Malawi 18- Maurice 19- Mozambique 20- Namibie 21- Ouganda 22- Rwanda 23- Sao-Tomé-Et-Principe 24- Seychelles 25- Somalie 26- Swaziland 27- Tchad 28- Tanzanie 29- Zambie 30- Zimbabwe

La convoitise du ciel béninois continue : un accord sur le transport aérien signé avec la Belgique

APRÈS LES ACCORDS AÉRIENS AVEC LE RWANDA ET LA TUNISIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN, PATRICE TALON, A ACCORDÉ UNE AUDIENCE LE 08 JANVIER 2018 À UNE DÉLÉGATION BELGE EN VISITE AU BÉNIN.

A la suite de la rencontre avec le président, le gouvernement du Nouveau départ a tenu une séance de travail le 09 janvier 2018 avec la délégation belge. Cela a été l'occasion de faire le tour d'horizon de la coopération entre le Bénin et la Belgique. La rencontre s'est achevée avec la signature d'un accord sur le transport aérien. Ainsi, cet accord sur le transport aérien n'est que la suite d'une série entamée par le gouvernement de Patrice Talon, il y a déjà quelques mois.

On se rappelle par exemple de l'accord relatif au transport aérien entre la Tunisie et le Bénin, de décembre 2017, qui permet désormais aux avions de la compagnie aérienne « Tunisair » de pouvoir atterrir sur le tarmac de l'aéroport international Cardinal Bernardin Gantin. Le vol inaugural de cette compagnie aérienne a d'ailleurs été effectué le 13 décembre 2017, pour marquer le démarrage effectif des activités de ladite compagnie sur la ligne Tunis-Cotonou-Tunis.

Cet accord a été conclu après que le Gouvernement du Bénin ait accordé au Rwanda des droits à la « septième liberté de l'air ...

Aussi, le 1er aout 2017, les gouvernements du Bénin et du Rwanda ont signé un mémorandum d'accord pour créer une « compagnie aérienne commune » à Cotonou ; et la compagnie aérienne « RwandAir » a d'ailleurs lancé officiellement son nouveau « hub aérien» dans la capitale économique béninoise. Cet accord a été conclu après que le Gouvernement du Bénin ait accordé au Rwanda des droits à la « septième liberté de l'air », ce qui permet à « RwandAir » d'exploiter un service aérien international à partir du Bénin vers un autre pays tiers.

Le Port autonome de Cotonou signe un partenariat avec celui d'Anvers en Belgique

Le Port de Cotonou.

POUR ACCROÎTRE SON ATTRACTIVITÉ, SES POTENTIALITÉS ET SA RENTABILITÉ, LE PORT AUTONOME DE COTONOU (PAC) A SIGNÉ AVEC LE PORT D'ANVERS EN BELGIQUE, UN CONTRAT DE GESTION. LA SÉANCE DE SIGNATURE DE CE PARTENARIAT S'EST DÉROULÉE LE 08 JANVIER 2018, AU PALAIS DE LA MARINA À COTONOU.

Selon le ministre béninois des Infrastructures et des Transports du Bénin, Cyr Koty, « c'est un contrat très important qui marque un tournant décisif dans le cadre de la gestion technique du Pac ». C'est que les autorités béninoises entendent redorer l'image du Port autonome de Cotonou. C'est la raison pour laquelle, le gouvernement du nouveau départ a signé un partenariat de gestion avec le port d'Anvers en Belgique.

A la signature de ce contrat de trois ans renouvelable deux fois, une délégation conduite par le Directeur du service public fédéral des affaires étrangères de Belgique représentait la partie belge. Cette partie belge aura notamment pour principal défi de faire revenir les opérateurs économiques des pays limitrophes qui n'ont pas d'ouverture sur la mer et qui laissent le Pac pour d'autres ports des pays voisins.

L'administrateur délégué du Port international d'Anvers, Kristof Waterschoot, confiant, s'exprime en ces termes : « nous avons réfléchi ensemble avec le Président de la République du Bénin sur les moyens de réaliser l'ambition commune des deux parties contractantes de faire du port de Cotonou le port le plus performant de la sous-région ouest-africaine », rassurant ainsi les Béninois. Pour lui, le projet consiste donc en l'accompagnement du PAC avec l'expertise du port d'Anvers.

« La gestion du Pac sera revue de fond en comble : sur le plan de l'informatisation, sur le plan de la modernisation des infrastructures et sur le plan organisationnel, il y a beaucoup à faire », a-t-il indiqué à sa sortie de l'audience. Ainsi, le poumon de l'économie béninoise bénéficiera de l'expertise reconnue de cette entreprise portuaire belge.

56 milliards F. Cfa de l'Allemagne pour soutenir le développement

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND A OCTROYÉ EN DÉCEMBRE 2017 AU BÉNIN UNE SUBVENTION DE 56.084.323.500 DE F.CFA, POUR SOUTENIR SON DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE.

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, il a été signé ce 21 décembre 2017 à Cotonou, entre Aurélien Agbénonci, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et l'ambassadeur d'Allemagne au Bénin, Achim Tröster, trois accords de coopération d'un montant global de 56 milliards de Francs Cfa. Cette offre fait suite aux négociations intergouvernementales entre le Bénin et l'Allemagne, qui ont eu lieu les 21 et 22 septembre 2016 à Berlin.

L'ambassadeur Achim-Troster et le ministre Aurelien Agbenonci

Selon le diplomate Allemand, le but de ce soutien est de « contribuer au développement social et économique en République du Bénin et de soutenir ainsi les efforts propres du gouvernement béninois dans ce domaine ». Ce fonds sera utilisé dans les domaines prioritaires de coopération qu'entretiennent les deux nations depuis 1960. Il s'agit notamment des domaines principaux comme la décentralisation et le développement communal, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'assainissement et la fourniture en eau potable aux populations béninoises des zones déshéritées, pour la période 2017-2019.

Spécifiquement, cet appui financier est reparti entre les accords de coopération technique et de coopération financière. Ainsi, 25,1 milliards de F.Cfa environ de ce montant sont destinés à l'accord de coopération technique.

Aurélien Agbénonci considère « le montant mis à la disposition de notre pays, non pas comme une gratuité, mais le signe d'une solidarité et la contribution de l'Allemagne aux efforts de redressement que le gouvernement a entrepris depuis avril 2016 ». Il ajoutera que « depuis que nous sommes aux affaires, le président de la République a souhaité que l'aide soit utilisée à bon escient et que nous soyons comptables de l'aide que nous recevons ».

La coopération entre la commune de Toviklin et celle d'Illingen (Allemagne) relancée

Le commune béninoise de Toviklin et celle allemande d'Illingen consolident leurs relations de coopération. C'est dans cette logique, que Rigobert Tozo, maire de la commune de Toviklin, en présence des conseillers locaux, communaux et de la population, a accueilli le 09 janvier 2018, dans sa localité, son homologue, député de la République fédérale d'Allemagne, Christian Petry, qui conduisait une délégation allemande.

Selon le maire Tozo de Toviklin, cette coopération, voulue et soigneusement préservée durant ses deux mandatures à la tête de la commune, a permis d'initier et de réaliser d'abondants projets. Entre autres, on citera la construction d'infrastructures et différents appuis aux enfants vulnérables et orphelins des sept arrondissements que compte la commune.

A ses visiteurs, le maire de Toviklin a rappelé que cette visite est considérée comme le résultat d'une coopération qui est née sous la houlette et l'opiniâtreté du Dr Benoit Natabou, dont on connait la sagesse et le leadership.

Christian Petry, maire adjoint de la ville d'Illingen, s'est félicité de l'état louable de l'urbanisation de la commune. Il a demandé aux autorités municipales de Toviklin, de lui faire de propositions de projets en matière de gouvernance locale. Il a par ailleurs réitéré sa promesse d'exécuter dans la commune de Toviklin les projets de construction d'infrastructures sanitaires et sportives.

Boniface Vignon : « Nous voulons faire du Bénin une destination pour les Brésiliens »

Boniface Vignon, ambassadeur du Bénin près la République fédérative du Brésil.

Le Bénin peut-il s'inspirer du Brésil, pour se révéler ? Certainement ! La coopération bilatérale entre le Brésil et le Bénin peut être un intéressant terreau pour le « Nouveau départ » et son programme d'action gouvernemental, mais à quelques conditions. C'est en tout cas, la quintessence de l'entretien de Boniface Vignon, ambassadeur du Bénin près la République fédérative du Brésil, avec le quotidien La Nation du 16 janvier 2018.

Le diplomate fait observer qu'une meilleure organisation permettrait au Bénin de tirer un meilleur profit de la coopération avec le Brésil, car elle le rendrait attractif pour les entreprises brésiliennes. Mais, l'objectif pour lui, c'est que le Brésil et le Bénin trouvent chacun leur compte dans cette coopération. Car il n'est pas question pour le Bénin d'espérer avoir quoi que ce soit de ses partenaires brésiliens sans contrepartie.

Il évoque en cela, la constitution brésilienne, qui stipule que le Brésil n'accorde pas de subvention et ne fait des dons à quelque Etat que ce soit.

Boniface Vignon pense qu'il y a des chances d'attirer les entreprises brésiliennes ayant une expertise avérée, dans le cadre de la réalisation du Programme d'action du gouvernement. Pour exemple, le financement pour la route Kétou-Idigni-Igbodja-Savè avec une des meilleures entreprises du secteur, a été bouclé. Et aujourd'hui encore, des efforts sont faits pour faire venir au Bénin des entreprises pour l'assainissement de villes, pour développer la production du cajou, du soja et intensifier la pisciculture. Mais notre défi majeur reste le tourisme mémoriel.

« Nous voulons faire du Bénin une destination pour les Brésiliens. Nous partageons une histoire commune avec ce grand pays et notre ambition est que tous les Brésiliens foulent un jour le sol béninois », souhaite Boniface Vignon. Le travail est fait pour montrer le Bénin dans toute sa diversité, par des expositions d'œuvres de peintres et artistes également avec des défilés de mode, le patrimoine vestimentaire, l'art culinaire.

« Le Brésil organise souvent des vitrines culturelles. Ce serait aussi l'occasion de montrer nos danses et nos musiciens. Mais notre ambition, clame Selon Boniface Vignon, c'est que les Brésiliens aillent découvrir le Bénin. Cet échange Brésil-Bénin devrait commencer dès 2019. C'est ce à quoi travaille l'Agence nationale pour la promotion des patrimoines et du développement du tourisme qui, aujourd'hui, concentre ses efforts sur la réhabilitation des sites traditionnels et sur la création de nouveaux sites. »

Une fois encore, le Bénin sollicite l'expérience du Rwanda

Après la visite du président de la République, Patrice Talon, au pays de Paul Kagamé du 30 au 31 août 2016, plusieurs réformes avaient été annoncées par le chef de l'Etat. 15 mois plus tard, le 14 novembre 2017 précisément, une équipe gouvernementale béninoise s'est une fois de plus invitée au Rwanda.

La visite de Patrice Talon a probablement influencé les façons de faire des autorités béninoises qui avaient fait le déplacement du Rwanda. Au cours de visite, plusieurs points avaient été abordés à l'instar de l'annonce de la suppression de visas pour les Africains désireux de se rendre au Bénin. Comme le fait déjà le Rwanda depuis quelques années.

Près de quinze mois plus tard, le 14 novembre 2017 précisément, une équipe gouvernementale béninoise s'est une fois de plus invitée au Rwanda, pour une visite d'étude prévue pour durer deux jours. La délégation béninoise qui a été reçue par le Secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Communauté d'Afrique de l'Est, Olivier Nduhungirehe, a pour ambition, d'échanger avec les Rwandais, sur leurs expériences en matière de nouvelles technologies, de migration et de l'utilisation des documents d'identification électroniques.

Pour le ministre Olivier Nduhungirehe, s'adressant à la délégation béninoise « l'échange d'expérience entre le Bénin et le Rwanda va nous aider à renforcer le partenariat déjà existant entre nos deux pays ». Car, faut-il le rappeler, plusieurs accords de partenariat ont déjà été signés entre le Bénin et le Rwanda. Ils concernent divers domaines. On citera entre autres, les échanges commerciaux, la promotion des investissements et les échanges d'expertises, le tourisme, la facilitation de la libre circulation des biens et des personnes, le transport aérien entre le Rwanda et le Bénin.

Le Bénin et le Rwanda ont signé un protocole d'accord en vue d'établir une compagnie aérienne commune appartenant aux deux pays et basée à Cotonou.

Concernant le transport aérien précisément, il convient de rappeler que la compagnie nationale du Rwanda, « Rwand'Air », a informé depuis le début du mois août 2017, après la signature le 23 mars 2016 de l'accord consacrant l'exploitation de la liaison Kigali-Cotonou par la compagnie aérienne Rwandaise, avoir obtenu « la septième liberté de l'air » au Bénin. C'est-à-dire le privilège de baser des opérations de la compagnie au Bénin, vers d'autres pays sans devoir passer nécessairement par le Rwanda.

Il faut aussi noter que le Bénin et le Rwanda ont signé un protocole d'accord en vue d'établir une compagnie aérienne commune appartenant aux deux pays et basée à Cotonou.

Le Bénin et le Burkina Faso unis pour faire barrage au terrorisme

LES EXPERTS DU BÉNIN ET DU BURKINA FASO SE SONT RENCONTRÉS LE 12 DÉCEMBRE 2007, À COTONOU, DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA 4ÈME SESSION DE LA GRANDE COMMISSION MIXTE DE COOPÉRATION ENTRE LE BÉNIN ET LE BURKINA FASO.

Selon l'Agence de presse Xinhua, lors des travaux de cette session, ces experts sont appesantis sur les stratégies de lutte contre le terrorisme. Ainsi, d'après les propos d'Hervé Djokpé, secrétaire général du ministère béninois des Affaires étrangères et de la Coopération, rapportés par l'Agence de presse Xinhua, « dans le dynamisme de coopération qu'offre le présent cadre, nos deux chefs d'Etat se sont engagés à lutter davantage contre ces fléaux, notamment par la mutualisation des moyens et le partage d'information ».

Hervé Djokpé a d'ailleurs indiqué dès l'entame des travaux de cette consultation s'ouvre dans un contexte géopolitique tout particulier. L'environnement étant notamment marqué par l'accroissement des conflits armés, du terrorisme, des trafics illicites de tout genre, y compris de la vente des migrants noirs en Libye.

Il faut rappeler que la présente session se tient 12 ans après la tenue de la 3ème commission mixte de coopération entre le Bénin et le Burkina Faso. Alors, en dehors de la lutte contre le terrorisme entre les deux Etats, elle est une belle opportunité de maintenir et de consolider les relations de fraternité, d'amitié et de coopération entre les peuples du Bénin et du Burkina Faso.

Il s'agissait donc pour les experts réunis à Cotonou de dresser et de proposer un nouveau créneau de coopération pour les prochaines années. Des projets d'accords dans les domaines de la sécurité, de la justice, du commerce, de la santé, et de la culture ont été étudiés.

José Pliya : « Nous avons tous les atouts pour devenir une réelle destination touristique »

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DES PATRIMOINES ET DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME (ANPT) PRÉSENTE LES DÉFIS ET ACTIONS QUE L'ORGANE DONT IL A LA CHARGE MÈNE POUR FAIRE DU BÉNIN UNE DESTINATION DE CHOIX.

Bénin Révélé Mag : Comment évaluez-vous la diplomatie béninoise ces derniers mois ?

José Pliya : Du point de vue du tourisme, je peux vous assurer que la diplomatie béninoise est très active depuis l'accession du président Patrice Talon à la tête de notre cher et beau pays. A l'ANPT, nous recevons des demandes des investisseurs de plusieurs pays comme l'Italie, la Norvège, le Maroc, la Chine et bien d'autres qui s'intéressent aux projets phares du tourisme béninois. C'est une bonne chose qui va davantage s'amplifier, je l'espère, dans les prochains mois.

Du point de vue diplomatique, il va sans dire que l'on observe un dynamisme sans pareil de la diplomatie béninoise. Le pays a récemment été visité par de nombreux décideurs africains et internationaux dont les plus illustres ont été la directrice générale du FMI, Christine Lagarde et la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean, qui, en passant, n'a pas manqué lors de son séjour de visiter des merveilles touristiques du Bénin.

Bénin Révélé Mag : L'Agence nationale de promotion des patrimoines et de développement du tourisme (ANPT) que vous dirigez a pour mission de faire du Bénin une des destinations phares en Afrique de l'Ouest. Comment participe cette agence à la promotion de la destination Bénin?

L'objectif visé du Challenge Fund est de libérer les énergies et la créativité des entrepreneurs autour de notre destination si singulière. Le tourisme change, évolue, se transforme tous les jours. Il est important de rester à l'écoute de l'inventivité, de l'innovation de ce monde en perpétuel mouvement.

José Pliya : La promotion de la destination Bénin n'est pas encore véritablement à l'ordre du jour à l'ANPT. Nous travaillons d'abord au développement des produits touristiques. Parmi ces quelques chantiers, les musées d'Abomey, de Porto Novo, d'Allada, la station balnéaire à Ouidah, Ganvié réinventé ou encore le centre-ville de Ouidah reconstruit à l'identique. Le temps de la promotion nationale, sous-régionale et même internationale viendra.

Bénin Révélé Mag : Aujourd'hui, comment convainquez-vous les Africains, Européens, Américains et Asiatiques de visiter le Bénin et pourquoi pas d'y investir ?

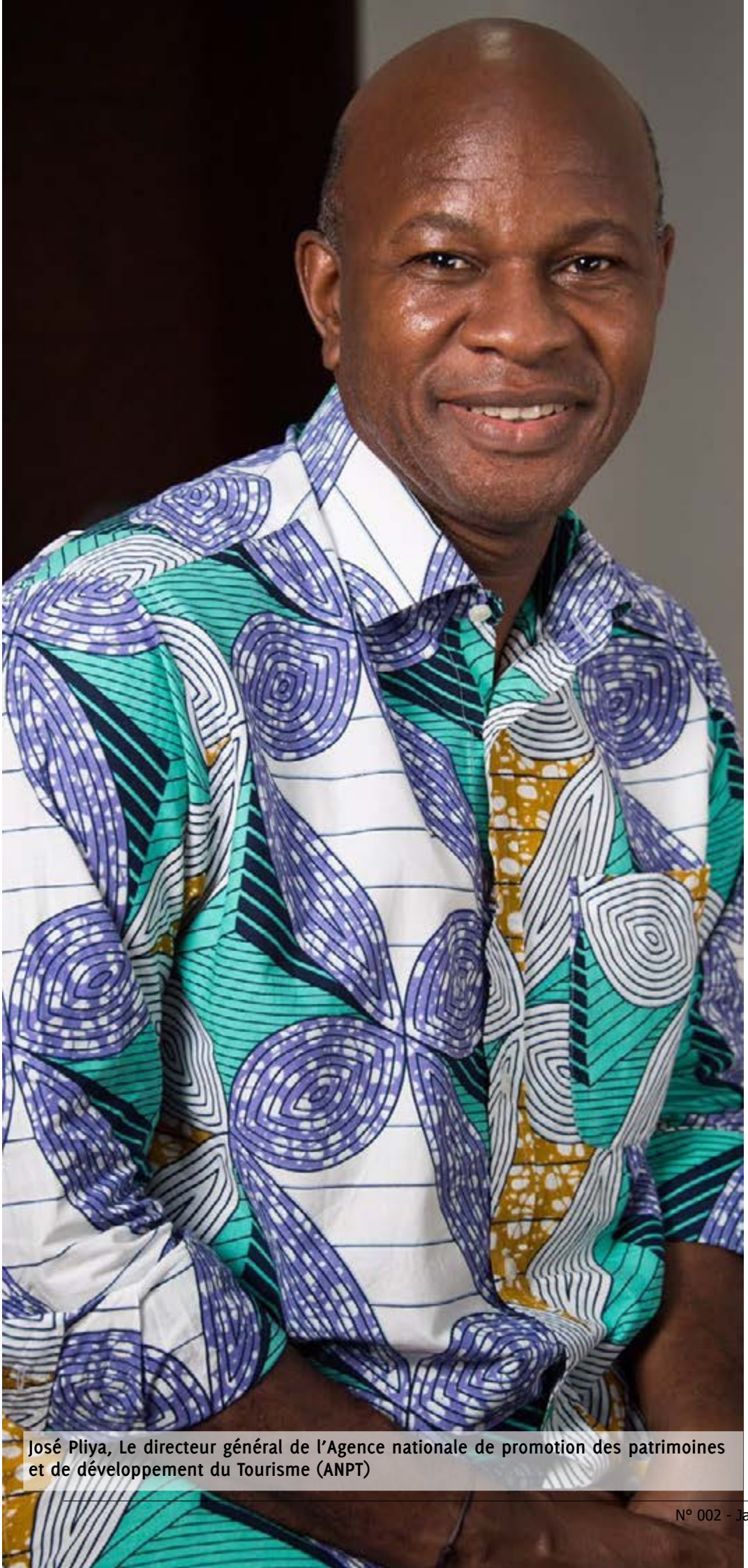
José Pliya : Tous ces peuples du monde viendront naturellement au Bénin dès que nous serons prêts. Le Bénin est un pays qui n'a pas encore une réelle image touristique. Nous avons pourtant tous les atouts pour devenir une réelle destination touristique et une destination de choix : sécurité, stabilité politique, climat clément, histoires et cultures authentiques, produits touristiques variés : du safari au balnéaire. Il y en a pour tous les goûts au Bénin. Et ce, du Nord au Sud. Nous travaillons donc pour que le monde entier puisse découvrir ces multiples atouts.

Bénin Révélé Mag : Vous avez lancé il y a peu, avec le soutien de la Banque mondiale, le Challenge Fund. Pour promouvoir « L'innovation made in Africa » avec des solutions qui valorisent les sites touristiques béninois, apprend-on. Quel est l'objectif visé avec ce Challenge ?

José Pliya : L'objectif visé est de libérer les énergies et la créativité des entrepreneurs autour de notre destination si singulière. Le tourisme change, évolue, se transforme tous les jours. Il est important de rester à l'écoute de l'inventivité, de l'innovation de ce monde en perpétuel mouvement.

Le concours, conjointement organisé par la Banque Mondiale, l'ANPT et Sèmè City qui est la Cité Internationale de l'Innovation du Savoir du Bénin, va aider les porteurs de projets à concevoir, prototyper et lancer à grande échelle des solutions innovantes pour l'amélioration des destinations touristiques au Bénin.

Nous voulons amener les entre-



José Pliya, Le directeur général de l'Agence nationale de promotion des patrimoines et de développement du Tourisme (ANPT)

preneurs à réfléchir à de nouvelles solutions, pour anticiper, dépasser les attentes des touristes et bousculer les codes dans ce secteur porteur. Ce Challenge Fund se concentrera sur les sites en développement au Bénin et notamment le parc naturel de la Pendjari, les musées d'Abomey, de Porto Novo et d'Allada, la cité lacustre de Ganvié, la cité historique de Ouidah et la station balnéaire d'Avlekete.

Bénin Révélé Mag : Qui sont ceux qui peuvent participer à ce Challenge Fund ?

José Pliya : L'appel à innovations est ouvert à tous les porteurs de projets ou entreprises s'inscrivant dans une démarche de développement touristique inclusif et durable. Les candidats devront démontrer la faisabilité, l'impact de leur concept et la possibilité de le répliquer à grande échelle au Bénin et en Afrique.

Il est également prévu que les projets sélectionnés reçoivent jusqu'à 500 000$ de financement, ainsi que l'accès aux experts et aux ressources des incubateurs de Sèmè City. Les projets seront incubés par Sèmè City et bénéficieront d'un accompagnement sur mesure comprenant plusieurs services à l'instar de l'accès à plusieurs modules de formation ou encore la mise en réseau avec des professionnels et des entreprises. La date limite de dépôt des candidatures a d'ailleurs été prolongée au 31 janvier 2018.

Bénin Révélé Mag : Aujourd'hui, l'ANPT dispose-t-elle des moyens financiers pour bien mener sa politique ?

José Pliya : Oui ! Nous disposons des moyens de notre politique.

Propos recueillis par Beaugas-Orain DJOYUM

Le Japon va doter l'Atlantique de 220 salles de classes, dans 37 écoles

D'UN MONTANT DE 7,285 MILLIARDS DE F.CFA, CET APPUI DU GOUVERNEMENT NIPPON À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE BÉNINOIS POUR LA CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES SCOLAIRES, A ÉTÉ SCELLÉ LE 18 DÉCEMBRE 2017 À COTONOU,

220 salles de classes vont être construites dans 37 écoles, dans le département de l'Atlantique. C'est qui ressort de l'échange de notes entre Aurélien Agbénonci, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et Kiyofumi Konishi, l'ambassadeur du Japon au Bénin. D'un montant de 7,285 milliards de F.Cfa, cet appui du gouvernement nippon à l'enseignement primaire béninois pour la construction d'infrastructures scolaires, a été scellé le 18 décembre 2017 à Cotonou, en présence de Salimane Karimou, ministre en charge des Enseignements maternel et primaire.

Kiyofumi Konishi a rassuré les uns et les autres sur l'exécution du projet. « Nous avons décidé de le financer afin que les enfants du département de l'Atlantique aient des chances considérables d'accès à une éducation de qualité ». Il est convaincu, clame-t-il, « que la bonne exécution de ce projet contribuera à améliorer au fur et à mesure l'environnement des infrastructures scolaires ».

Le ministre Salimane Karimou s'est réjoui et a formulé sa reconnaissance au peuple du Japon pour cet énorme soutien. Quant à son homologue, Aurélien Agbénonci des Affaires étrangères et de la coopération, au nom du gouvernement de la rupture, « l'éducation constitue une priorité pour nous et nous donnons priorité aux plus faibles », déclare-t-il. Il s'est montré rassurant concernant la réalisation de ce projet. Ce projet va en droite ligne avec les ambitions du gouvernement.

« Notre joie sera immense de voir d'ici à deux ans les infrastructures scolaires du département de l'Atlantique dans un état bien renforcé, afin d'assurer les conditions optimales d'apprentissage aux élèves et accroître le goût du travail aux enseignants, ainsi que les autres acteurs », s'est ainsi exprimé le diplomate nippon.

Il faut signaler au passage que ceci n'est pas une première, car le Japon a déjà participé depuis 1996, à la réalisation de plus de 1400 salles de classes au Bénin. D'ailleurs, quelques jours plutôt, le 11 décembre 2017, le Japon a décidé de construire sept salles de classes au collège d'enseignement général de Setto, dans la commune de Djidja. La signature du contrat de ce don a été paraphée entre le directeur dudit collège, Jacques Zodéougan et Kiyofumi Konishi. Le Japon poursuit son appui au secteur de l'éducation au Bénin. Rappelons aussi que la promotion de l'éducation constitue l'un des axes prioritaires de la coopération entre le Bénin et le Japon.

Les relations entre le Bénin et les Etats-Unis sont au beau fixe

AURÉLIEN AGBÉNONCI, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION DU BÉNIN, A SÉJOURNÉ À WASHINGTON DC AUX ETATS-UNIS, LES 16 ET 17 NOVEMBRE 2017.

Le ministre Aurélien Agbénonci répondait ainsi à l'invitation du Secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, à prendre part à une rencontre sur le commerce, la sécurité et la gouvernance en Afrique. 37 Etats d'Afrique en plus de la Commission de l'Union africaine, ont répondu présents. Cette réunion a été articulée autour de trois points majeurs : l'accroissement du commerce et des investissements, la promotion de la bonne gouvernance et l'extension de la responsabilité régionale dans le cadre du contre-terrorisme et la lutte contre l'extrémisme.

Le ministre Aurélien Agbénonci et Rex Tillerson, secrétaire d'État américain

Rex Tillerson, secrétaire d'État américain, a fait remarquer au cours de cette rencontre, en ce qui concerne le commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique, que les exportations américaines vers l'Afrique subsaharienne sont en augmentation. Il précise qu'elles ont évolué de 17 milliards de dollars en 2010 à plus de 25 milliards de dollars en 2014. Il ajoutera que l'investissement direct en Afrique avait atteint 57,5 milliards de dollars américain en 2016.

Aurélien Agbénonci s'est associé à ses pairs présents à Washington, pour plaider la cause africaine, afin que les pays du continent puissent avoir accès et profiter de crédits, et à taux préférentiels. Il a été aussi question de solliciter auprès des Etats Unis, des investissements pour financer des projets structurants et les projets d'infrastructures.

Le ministre Aurélien Agbénonci a profité de cette occasion, pour consolider la qualité excellente des rapports diplomatiques entre les deux pays. Sa présence à cette conférence ministérielle en est une preuve solide, qui vient confirmer la vitalité de la diplomatie béninoise. On retient donc de la participation du chef de la diplomatie béninoise à cette réunion, que les relations diplomatiques entre le Bénin et les Etats-Unis d'Amérique sont cordiales et prometteuses.

Aurélien Agbénonci veut renforcer les liens avec l'Union européenne

Le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, Aurélien Agbénonci, s'est entretenu avec les agents de son département ministériel, les partenaires techniques et financiers, les ambassadeurs et d'autres acteurs, sur la coopération entre le Bénin et ses partenaires européens. La rencontre s'est déroulée à l'Infosec à Cotonou, le 21 novembre 2017, autour du thème « coopération entre le Bénin et ses partenaires traditionnels européens : Bilan et perspectives ».

Aurélien Agbénonci avait pour ambition, en organisant cette atelier, de parcourir les nouvelles pistes afin d'en sortir avec des réelles perspectives élaborées, dans l'optique de les mettre en œuvre et de stimuler la coopération entre le Bénin et l'Union Européenne. Le ministre Aurélien a tout de même formulé dans son allocution, être satisfait de la qualité des rapports que son pays entretient avec l'Europe depuis soixante ans.

Il a fait un tour d'horizon des activités qui ont été réalisées au Bénin, dans le cadre de cette coopération qu'il a qualifiée d'amicale. Il a ainsi déclaré qu'« une relation de coopération est aussi une relation d'amitié pour se dire des choses, pour pouvoir avancer de manière plus efficace ».

Il est alors question de prendre les avis des participants à cet atelier, d'interroger le bilan, tant en ces points positifs que négatifs, afin de permettre une réorientation, une consolidation, et une amélioration des relations entre les deux entités.

Le diplomate Christophe Dangnihin de l'Union européenne, dira qu'il est aussi question à travers cette assisse, de faire des propositions, de donner des pistes de réflexions au gouvernement pour lui permettre de réaliser sa politique diplomatique de développement, en repérant les causes et raisons de strangulations qui bloquent ou ralentissent les relations entre les deux partenaires.

Aurélien Agbénonci : « Patiemment et obstinément, notre diplomatie s'est fixée un cap ! »

Aurélien Agbénonci, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, signe un accord avec l'OIF.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION DU BÉNIN, AURÉLIEN AGBÉNONCI, DANS UN ÉCHANGE AVEC LES MÉDIAS À LA SALLE FLEUVE DU MAEC LE 07 DÉCEMBRE 2017 À COTONOU, A EXPOSÉ LES AVANCÉES ET RETOMBÉES DE LA DYNAMIQUE DIPLOMATIE BÉNINOISE DE CES DERNIERS MOIS. BÉNIN RÉVÉLÉ MAGAZINE VOUS PROPOSE LES GRANDES LIGNES DE SES DÉCLARATIONS.

« Christine Lagarde ne serait jamais venue dans un pays où les choses vont mal »

« Vous savez, on peut faire de la démagogie dans tous les domaines, sauf quand il s'agit des finances publiques et sauf quand il s'agit du coup de projecteur sans complaisance que les spécialistes de l'économie, de la macroéconomie peuvent jeter sur ce que vous faites de votre économie. Notre pays commence par aller mieux. Et quand on dit qu'un corps commence à aller mieux, c'est qu'il allait très mal.

présenté lui-même, a expliqué lui-même nos priorités et a promis à la directrice générale du Fonds monétaire international, que dans un an, vous verrez, nous irons mieux, nous prendrons les mesures qu'il faut et nous les avons prises. Elles sont courageuses, elles peuvent être dures, parfois elles sont difficiles

Monsieur le Président de la République dit souvent qu'il est venu aux affaires en disant que notre pays allait mal. Plusieurs d'entre nous ici, à un titre ou à un autre, avons participé à l'action de conquête de pouvoir, parce que nous n'acceptions plus que ce pays soit géré de la manière dont il était géré. Plusieurs d'entre nous avons accédé à des responsabilités ministérielles. Certains, à en perdre des cheveux, mais, c'est parce que justement, il y a beaucoup de travail et que le degré de la mauvaise gestion, va bien au-delà de ceux que nous avons pu imaginer.

Un souci de gérer un pays dans le calme amène parfois à de la retenue dans l'expression ou dans l'exposition du bilan que l'on a trouvé, convaincu que nous savons que des chevaliers de la plume et du micro que vous êtes, sont capables, dans des investigations sérieuses, dans le travail de recherche, de voir et de mesurer l'ampleur du mal qu'il s'agit de corriger. Donc, pour la directrice générale du FMI, il est clair qu'elle ne serait jamais dans un pays où les choses vont très mal. Quand ça va mal, on n'y va pas. On envoie des experts annoncer le coup de semences, on envoie des experts retrousser les manches et pousser les gens à mieux faire.

Quand le directeur d'une institution comme le FMI, décide d'aller voir un pays, qui n'est pas en crise humanitaire ou qui n'a pas subi une catastrophe, c'est un signal ! C'est d'abord un encouragement. C'est pour saluer les reformes. C'est pour dire que ce que vous faites retient notre attention. Parce qu'une telle visite, forcément, met les feux des projecteurs sur vous.

« Le FMI pourrait mieux nous accompagner »

Il ne vous a pas échappé, qu'il y a quelques semaines, le gouvernement a rendu public, le ministre des Finances s'est exprimé là-dessus, que compte tenu des performances de nos finances publiques, le Fonds monétaire international a décidé de nous allouer des ressources supplémentaires, dont le montant a été rendu public. Donc, les retombées sont d'abord : saluer la performance de la gestion rigoureuse qui est celle du gouvernement.

Deuxièmement, parce que tous les pays sont à la recherche des investissements. Le moindre fait en matière de diplomatie économique influence les décisions. La directrice générale du FMI est au Bénin. Cela veut dire que c'est intéressant. Donc, en matière de retombées, je peux passer des heures à vous expliquer. Mais, nous avons des propositions, nous avons des solutions assez innovantes.

Le président de la République essaye de promouvoir des mécanismes nouveaux d'investissement où nous essayons de partager le risque avec d'autres partenaires. Il y a aussi des domaines dans lesquels nous pensons que le FMI pourrait nous accompagner un peu mieux.

« Une reconnaissance de ce que nous faisons »

Donc les retombées pour nous, c'est d'abord d'avoir une discussion au plus haut niveau et cette discussion fait suite à celle du mois de septembre 2016 où le président de la République, après avoir participé à l'Assemblée générale des Nations unies à New York, s'est rendu au FMI, a

Quand le directeur d'une institution comme le FMI, décide d'aller voir un pays, qui n'est pas en crise humanitaire ou qui n'a pas subi une catastrophe, c'est un signal ! C'est d'abord un encouragement. C'est pour saluer les reformes.

et chacun d'entre nous ici, nous le ressentons dans nos départements [Ndlr, ministériels] où la gabegie fait partie du passé, en tout cas, en ce qui concerne notre gestion.

Mais, il faut descendre un peu plus bas dans nos administrations pour corriger les choses. Donc, les retombées en ce qui concerne le FMI sont nombreuses… J'ai passé ma petite vie dans ces institutions et je peux vous dire que lorsque le numéro un d'une institution va quelque part, cela fait partie d'une analyse. On scrute, on regarde, parce qu'on ne se rend pas dans un pays pour après donner le mauvais signal à la crédibilité de l'institution elle-même. Donc, c'est tout bénéfique pour nous et je suis heureux que la directrice générale du FMI ait décidé de venir passer quelques jours avec nous. C'est déjà une reconnaissance de ce que nous faisons. (…)

Concernant la visite de Michaëlle Jean au Bénin

Michaëlle Jean c'est la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie. Vous savez qu'elle est l'ancienne gouverneur général du Canada. Donc, elle a eu rang de chef d'Etat, même si c'est un rang de chef d'Etat dans le cadre de couronne britannique, le Canada dépend de la couronne britannique, mais Michaëlle Jean a été gouverneur du Canada. Elle est Canadienne d'origine haïtienne comme vous le savez. Et entre les Haïtiens et les Béninois, il y a quelque chose. Mais,

J'ai passé ma petite vie dans ces institutions et je peux vous dire que lorsque le numéro un d'une institution va quelque part, cela fait partie d'une analyse. On scrute, on regarde, parce qu'on ne se rend pas dans un pays pour après donner le mauvais signal à la crédibilité de l'institution elle-même. Donc, c'est tout bénéfique pour nous et je suis heureux que la directrice générale du FMI ait décidé de venir passer quelques jours avec nous.

ce n'est pas ce qui l'amène. Ce qui l'amène, c'est que les signaux que donne le Bénin, sont des signaux intéressants.

La Francophonie aujourd'hui, sur le plan institutionnel, est un espace de convergence, c'est un espace de valeurs, d'initiatives humanistes, c'est aussi un espace de mutualisation de pratiques dans les domaines politiques, dans les domaines diplomatiques, dans les domaines économiques, dans le domaine social. Vous savez, l'OIF intervient dans diverses crises. Elle intervient aussi pour accompagner la bonne gouvernance dans beaucoup de pays. Et en ce qui concerne notre pays, j'ai compris, en m'entretenant avec Madame Michaëlle Jean, il y a exactement une semaine à Paris, qu'elle brulait d'envie d'aller voir ce pays, qui commence par étonner. Pour la rigueur de la gestion, pour les réformes courageuses, que nous menons.

J'avais participé au tête à tête qu'elle a eu avec le président au mois de septembre 2016 à New York, où le président, comme on dit, lui a posé des questions fort pertinentes sur ce que l'OIF devrait faire, sur ce que l'OIF fait et sur ce que l'OIF apporte à nos pays (…). Vous savez qu'il y a plusieurs initiatives qui sont financées par l'OIF ici. Nous avons le campus numérique que certains d'entre vous exploitent déjà et nous souhaitons aller un peu plus loin, pour que nous puissions mettre un Centre de formation à distance, mieux équipé, qui va servir de relais au campus numérique.

« Bénéficier de certains programmes de l'OIF »

Vous savez par exemple qu'il y a le centre de documentation de TV5 à Natitingou ; vous savez qu'il y en a aussi à Koulikamé, parce que ce n'est pas seulement Cotonou, le Bénin ; ce n'est pas seulement Porto-Novo. Il faut penser à nos citoyens qui vivent ailleurs. Vous savez qu'il y a le projet « Prolaf », vous avez ce projet d'appui aux femmes entrepreneurs que j'ai signé à Antanarivo, l'année dernière, avec l'administrateur général de l'OIF et ces projets ont démarré, fonctionnent. (…).

Ce qui nous concerne nous, notre diplomatie, c'est de voir comment nous pouvons aller un peu plus loin, comment nous pouvons faire bénéficier notre pays de certains programmes de l'OIF, surtout des programmes qui s'adressent à la jeunesse, parce que l'un des programmes majeurs que Michaëlle Jean essaye de promouvoir, c'est le vivre ensemble. Vous voyez dans le vivre ensemble, elle trouve une formule, parce que c'est une ancienne journaliste. Elle a appelé ce programme « Libres ensemble » et c'est un programme très intéressant pour lequel notre pays va certainement en tirer profit (…)

Notre priorité, la priorité de notre diplomatie aujourd'hui, c'est d'abord, nous battre pour nos intérêts, nous positionner stratégiquement, fréquenter certains de nos amis et recevoir ici, quand nous serons prêts, tous les amis qui souhaitent venir. Il n'y a pas un mois où nous ne recevons pas de messages de telle ou telle autre institution, ou de tel ou tel autre Etat dont le président souhaite venir au Bénin.

Absence ou si peu de visite des chefs d'Etat au Bénin ?

Lorsque je lis cela dans les journaux ou lorsque j'entends quelques politiciens nostalgiques pérorer et opiner sur des choses dont ils n'ont pas la maitrise, je souris et je me concentre sur la mission que le président de la République nous a confiée. Le temps de la diplomatie n'est pas le temps des partis politiques. Le rythme de la diplomatie, n'est pas le rythme des réseaux sociaux. Vous comprenez que si on devait, parce que sur les réseaux sociaux on aurait dit, « bah, il faudrait qu'il y ait 50 chefs d'Etat au Bénin en 2017 », mais on ferait des coulages. Parce que, déplacer un chef d'Etat, déplacer une institution, cela a des implications importantes. Nous, nous avons la méthode.

Nous sommes venus trouver une maison que nous avons décidé de mettre en ordre. Donc, pour le moment, nous allons vers l'essentiel. L'essentiel, c'est de dire que nous avons un programme et nous suivons ce programme patiemment, obstinément et avec foi. En 2017, il était prévu que nous accueillions un chef d'Etat d'un pays dont l'image correspond à la vision que nous avons de ce que nous voulons faire. Madame Doris Leuthard, la présidente de la Confédération suisse, a été accueillie. Je regarde toujours avec fierté, cette poignée de main, là sur ce pilier-là, derrière vous, entre le président de la République et ce chef d'Etat, une femme, c'est aussi un message pour nous, que nous avons accueillie.

(…) Mais en attendant, il faut préparer le PAG, faire les plans de travail, faire les études pour que les infrastructures sortent, surveiller ce que le président appelle les coulages pour mettre de l'argent pour que les salaires soient payés. Parce que aucun fonctionnaire ne peut dire qu'il n'a pas été payé depuis que nous sommes-là. Donner des ressources aux hôpitaux, s'assurer que des rentrées scolaires se font dans le calme, dialoguer incessamment avec les

Aurélien Agbénonci, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, reçoit fièrement Adélaide Alapini Gansou élue juge à la Cour pénale internationale !

syndicats, passer des heures à démêler les dossiers judiciaires parfois compliqués, où on essaie d'influencer, de garder cette sérénité-là.

« Notre priorité nous positionner stratégiquement »

Il faut dans la vie avoir des priorités. Notre priorité, la priorité de notre diplomatie aujourd'hui, c'est d'abord, nous battre pour nos intérêts, nous positionner stratégiquement, fréquenter certains de nos amis et recevoir ici, quand nous serons prêts, tous les amis qui souhaitent venir. Il n'y a pas un mois où nous ne recevons pas de messages de telle ou telle autre institution, ou de tel ou tel autre Etat dont le président souhaite venir au Bénin. Nous disons oui, nous souhaitons vous accueillir, mais nous allons convenir, par les voies diplomatiques habituelles, du moment approprié.

Donnez-nous le temps de nous organiser, de faire dans certains endroits, le toilettage physique qu'il faut, parce qu'on est différent. Nous sommes différents ! On aime faire les choses correctement.

Et un pays, c'est quelque chose qui doit être organisé. Ce n'est pas parce que l'opinion dit qu'on ne voit pas beaucoup de président venir qu'on fera venir 10, 15 présidents. Est-ce que les élèves de Pénéssoulou (…) ou le paysan qui est là-bas, derrière Sakété, auraient trouvé leurs problèmes résolus ? Ce pays est un pays qui doit désormais être sérieux. Nous voulons régler d'abord nos problèmes et maintenir notre présence comme cela se doit sur le plan international en allant aussi à la conquête d'horizons nouveaux (…) On parle d'un quinquennat, nous n'avons pas encore fait 24 mois.

Donnez-nous le temps de nous organiser, de faire dans certains endroits, le toilettage physique qu'il faut, parce qu'on est différent, on est différent ! On aime faire les choses correctement. On est propre, on veut faire les choses proprement. Vous êtes dans une salle qui ne ressemblait pas à cette salle quand j'ai pris mes fonctions ! Il a fallu l'a ravalé, l'organiser, faire des choses. Il y a des rues de Cotonou où il a fallu réorganiser les choses. La Présidence connaît des travaux.

Donc, il y a toute une série de raisons. La priorité pour nous, c'est l'intérieur. Assainir les finances publiques, redresser notre économie, nous assurer que les travailleurs reçoivent ce qu'ils doivent recevoir, nous assurer que nos malades sont bien soignés, que nos élèves vont à l'école à temps. Et puis, le temps de l'amitié est là et nous allons l'assumer ! Vous verrons en 2018, si votre plaisir est qu'il ait plusieurs chefs d'Etat qui visitent notre pays, vous verrez que cela se passera. Mais, la diplomatie actuelle marque des points !

Lire la suite en page 32

La suspens Alapini Gansou à la CPI

«Le garde des sceaux l'a dit tout à l'heure ; depuis le grand juge, le juge de vénéré mémoire, Igniacio Pinto, ancien président de la cour suprême de notre pays qui a été juge à la Cour internationale de la justice (CIJ), nous n'avions plus de responsabilité dans une instance judiciaire internationale. La CPI est différente de la CIJ et la candidature de madame Alapini Gansou, n'était pas gagnée d'avance ! Je me rappelle que, au niveau du ministère, même lorsque nous travaillions sur nos stratégies, comment le faire, certains disaient, « Monsieur le Ministre, laissez tomber, parce que nous n'avons aucune chance ».

Mais, patiemment, avec les méthodes connues, les accords de désistement réciproques, les alliances avec des pays qui peuvent dans d'autres sous régions, apporter d'autre voix, parce que nous leur donnons nos voix, avec méthode et sous le leadership du président de la République qui a fait endossé cette candidature par le conseil des ministres, immédiatement nous nous sommes organisés et nous n'avons pas présenté, comme par le passé, trois candidats pour la même chose, parce qu'on croit que c'est en allant quatre ou cinq qu'on va gagner. Non ! Il faut une candidature bien organisée, bien structurée.

Et j'étais très heureux. C'était probablement l'un de mes jours les plus heureux de cette année 2017, lorsque avant-hier, lorsqu'en direct au téléphone avec notre ambassadeur, il m'a dit : « Pour le moment elle a 70 et l'Ougandaise a 71. Mais, nous avons commencé les concertations de couloir pendant la suspension ». Et quand plus tard, il m'a téléphoné pour me dire « ça y est, elle a 83, elle est élue ! » J'ai sauté tout seul dans mon bureau. J'ai dit voilà, on a gagné. Et on va continuer. C'est de la méthode !

Le cas de Souayibou Varissou élu DG de l'AWHF

Donc, je voudrais qu'on joue désormais avec la méthode, parce que le Béninois est intelligent. Nous sommes capables de faire des choses. Et si nous nous unissons, nous pouvons arriver. Je vais vous dire aussi, parce que je m'en voudrais d'être injuste vis-à-vis d'un autre compatriote, que Monsieur Souayibou Varissou a été lui aussi élu directeur général du Fonds pour le Patrimoine Mondial Africain (AWHF). C'est important ! C'est une institution qui est mise en place par l'Unesco, mais dont les Etats membres siègent depuis quelques jours à Malabo et le siège est en Afrique du sud.

On n'entend pas beaucoup parler de ce fonds là, mais c'est un fonds qui est très important. Et Monsieur Souayibou Varissou qui est un intellectuel de haut niveau de notre pays, travaillait dans cette institution, dans un poste de direction relativement secondaire. Mais, à cause de sa qualité, les Etats membres ont accepté de lui confier la direction de cette institution. Notre ambassadeur à l'Unesco m'en a informé, il y a quelques jours.

Je voudrais qu'on joue désormais avec la méthode, parce que le Béninois est intelligent. Nous sommes capables de faire des choses. Et si nous nous unissons, nous pouvons arriver. Je vais vous dire aussi, parce que je m'en voudrais d'être injuste vis-à-vis d'un autre compatriote, que Monsieur Souayibou Varissou a été lui aussi élu directeur général du Fonds pour le Patrimoine Mondial Africain (AWHF).

Et enfin, le Comité juridique, où une femme, une de nos compatriotes qui est docteur en droit, Madame Tcharoka a été aussi élue pour faire partie de ce comité. Donc, patiemment, obstinément, notre diplomatie s'est fixée un cap ! Et nous allons y arriver !

Le Bénin dans cinq comités de l'Unesco

Je vais aussi vous dire que lors de la 39ème session de la conférence générale de l'Unesco, le Bénin pour la première fois, s'est positionné et a postulé pour être membre de cinq comités, parce que nous avons choisis les comités les plus stratégiques. Il y a le Conseil intergouvernemental du programme international pour le développement de la communication (PIDC), c'est par vote, le Bénin a été élu. Il y a le Comité intergouvernemental pour la promotion du retour des biens culturels à leurs pays d'origines ou de leurs restitutions en cas d'appropriation illégale, le PRBC. Cela doit vous parler ça, puisque c'est un de mes chevaux de bataille, à la demande du président de la République. Là aussi, notre action a porté. Nous avons été élus, quelques jours avant que le président Macron, à Ouaga, dise « oui, on va leur rendre leurs affaires ». Mais, il a fallu que quelques pays disent : «Rendez-nous nos affaires, c'est à nous. C'est de la frustration frauduleuse de nos biens qui a été faite». Et nous allons les recevoir.

Ensuite, trois autres comités, le Comités intergouvernemental du programme gestion des transformations sociales. Là aussi, au vote, le Bénin a été élu. Il y a le Comité du siège de l'Unesco, vous pourrez me dire que c'est un comité qui a un rôle administratif, mais c'est important. C'est un peu comme un micro conseil d'administration en interne, le Bénin a été élu. Et enfin, le Comité juridique, où une femme, une de nos compatriotes qui est docteur en droit, Madame Tcharoka a été aussi élue pour faire partie de ce comité. Donc, patiemment, obstinément, notre diplomatie s'est fixée un cap ! Et nous allons y arriver. (…) »

Propos recueillis par Bénin Révélé Mag

Aurélien Agbénonci : «Nos relations avec le Nigeria sont de grande qualité »

« Mais, il y a une question qui revient tout le temps et j'ai l'impression chers amis journalistes, que parfois, vous n'allez pas au-delà de certaines proclamations qui sont faites par certains milieux qui ne sont pas forcément les vôtres et on part d'un principe en disant « Ah ! C'est grippé avec le Nigeria ». Mais c'est faux. C'est très faux ! Depuis qu'il est au pouvoir, le président Patrice Talon s'est rendu au Nigeria trois fois. La première fois, nous avons été à la conférence sur la sécurité dans la sous-région, à laquelle participait le président français d'alors, François Hollande, à cause de la menace Boko Haram, mais aussi à cause de toutes les autres menaces liées au terrorisme.

On peut dire que là, ce n'était pas une visite officielle et ensuite, le président Buhari, malgré un état de santé qui, à l'époque était vraiment critique, a invité son frère en visite officielle. Nous y sommes allés. Les médias ont diffusé les images, on a tout vu, on a même rendu public le communiqué. Et plus tard, un ancien ambassadeur américain, qui est devenu un universitaire de haut niveau a écrit un livre sur l'action du président Buhari. Parce que vous savez qu'il a été comme il dit lui-même, président en kaki et ensuite président élu démocratiquement. Et le président Buhari a invité à cette séance solennelle de présentation du livre, uniquement trois chefs d'Etats, dont le président Patrice Talon, qui s'est rendu à cette manifestation, qui était une manifestation d'un faste comme les Nigérians savent le faire quand ils veulent.

Réunion improvisée, mais fructueuse avec les ministres nigérians

Lors de cette visite-là pour le livre, comme le président sait joindre l'utile à l'agréable, il nous a instruits, le ministre de l'Energie, le ministre Lazare Séhouéto qui était au Commerce à l'époque et moi-même, de nous organiser pour qu'avant qu'il ne monte dans son avion, qu'il préside une réunion à l'aéroport avec des ministres nigérians. Notamment avec le ministre du Commerce, avec le ministre la Sécurité et le ministre des Affaires étrangères, mais c'était la vice-ministre des Affaires étrangères qui étaient là, la secrétaire d'Etat, puisque le ministre des affaires étrangères était en mission. Et c'était à l'époque des difficultés que certains de nos hommes d'affaires commençaient à rencontrer, pour écouler leurs biens au Nigeria. Et cette réunion a eu lieu à l'aéroport et cela nous a permis de prendre des décisions très intéressantes, qui sont appliquées jusqu'à présent.

Donc, la relation avec le Nigeria est bonne ! Mercredi dernier, à 21 heures et 46 minutes, au dîner lors du sommet Union africaine – Union européenne, à la table du président et je sais que vous avez cette photo qui circule sur les réseaux, du président Buhari et le président de la République, côte à côte, dans leur grande complicité.

Le président TALON et le président BUHARI

J'ai d'ailleurs joué les interprètes et j'ai dû me lever à un moment pour que Didier Drogba qui a une fascination pour le président Talon (le président Talon lui a dit que la fascination est réciproque) vienne prendre ma place entre les deux, pour prendre cette photo qui a été diffusée en long et en large. Donc, nos relations avec le Nigeria sont de grande qualité et nous travaillons beaucoup sur les questions d'intégration.

Le plus d'une connaissance personnelle au Nigeria

Maintenant, pour être un peu plus personnel, Monsieur Geoffrey Onyeama, le ministre des Affaires étrangères du Nigéria et moi-même sommes des anciennes collègues des Nations unies. Mais, au-delà de cela, nous avons vécu ensemble, dans la même ville qu'on appelle Genève, où nous nous téléphonons souvent. Je peux vous affirmer que les relations entre le Bénin et le Nigéria, sur le plan institutionnel, sur le plan de l'alchimie qu'il doit avoir entre les deux présidents, mais aussi sur les relations d'amitié qui devraient pouvoir exister entre les deux ministres des Affaires étrangères, fonctionnent cinq sur cinq.

Donc, oubliez cette affaire que certains journalistes, pour d'autres raisons, ou certains politiciens pour d'autres raisons essaient de diffuser en disant « Ah, ça ne va pas avec le Nigéria ! » Il y a la décence. Nous avons invité le président Buhari, mais vous savez qu'il a passé des mois à l'hôpital à Londres. Et l'une des premières choses qu'il a dites au président à Abidjan, mercredi dernier c'est : « le temps que je retrouve un peu tous mes papiers, que le rythme prenne normalement, mon cher frère, je viendrai te voir, parce que j'aime venir au Bénin ». Je ne peux pas vous dire plus ! Voilà, ça fonctionne ! »

Alapini Gansou, cette « Reine » béninoise du droit élue juge à la CPI

Reine Adélaide Sophie Alapini Gansou a été élue juge à la Cour pénale internationale

Reine Adélaide Sophie Alapini Gansou a été élue juge à la Cour pénale internationale le 05 décembre 2017. C'est sous cette nouvelle casquette qu'elle a rendu visite à Aurélien Agbénonci, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, le 12 décembre 2017, pour lui présenter ses nouvelles attributions.

Cette avocate qui exerce depuis une trentaine d'années est venue dire sa reconnaissance au gouvernement pour le soutien consenti à sa candidature. Elle clame notamment que « le président de la République, Patrice Talon, a accepté d'appuyer cette candidature. De sorte qu'avec une certaine coordination, les autres corps diplomatiques se sont activement impliqués pour qu'il en soit actuellement ainsi ».

En effet, âgée de 61 ans, Reine S. Adélaïde Alapini Gansou a été inscrite au barreau en tant qu'avocate à 30 ans, en 1996. Elle est titulaire de plusieurs diplômes. Un diplôme de troisième cycle en droit politique de l'environnement, obtenu en 1999, aux universités de Lomé au Togo, Maastricht en Hollande et Bhoutan en Asie du Sud, et un autre en droit commun (common Law), obtenu en 2007 à Lyon en France.

Elle est enseignante et professe le droit depuis 17 ans. Cette auteure et co-auteure de plusieurs publications dans divers domaines du droit (en droit international et droits de l'Homme, droit commercial et des affaires) a été plusieurs fois distinguée. Elle a notamment été lauréate du prix des droits de l'Homme du Cinquantenaire des indépendances africaines en 2010. En qualité d'arbitre agréée, elle a présidé le comité technique pour l'amélioration des statuts et règlements intérieurs du Centre de conciliation, d'arbitrage et de médiation de la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin.

De nombreuses casquettes

Adélaïde Alapini Gansou, désormais juge à la Cour pénale internationale jouit d'une carrière admirable et est considérée comme une passionnée des droits de l'homme. Ainsi, elle aura tour à tour été Rapporteuse spéciale sur les défenseurs de droits de l'Homme au sein du groupe conjoint sur les procédures spéciales des Nations Unies et de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples. Elle assume actuellement, la présidence de ce groupe.

Adélaïde Alapini Gansou, désormais juge à la Cour pénale internationale, jouit d'une carrière admirable et est considérée comme une passionnée des droits de l'homme. Elle a été Rapporteuse spéciale sur les défenseurs de droits de l'Homme dans un groupe spécial aux Nations Unies.

Elle a avant, été chef de la composante des observateurs des droits de l'Homme au Mali, juge de la Cour permanente d'arbitrage des Nations Unies, membre de la commission internationale d'investigations des Nations Unies sur les violences post-électorales en Côte d'Ivoire et de la Commission d'enquête sur les violations des droits de l'Homme au Burundi.

« Nous la perdons physiquement pour neuf ans, mais elle représente une fierté pour le pays. C'est un bon cadeau de fin d'année et il n'est pas donné à quiconque veut accéder à un pareil poste de responsabilité. Car à y voir de près, c'est la persévérance, le professionnalisme, l'humilité et la compétence d'une dame qui ont ainsi payé », a indiqué Aurélien Agbénonci.

Veiller
Anticiper
Innover
Progresser

ICT MEDIA
Your progress, our success
Strategies

Veille stratégique,
Veille concurrentielle,
Veille réglementaire,
Veille technologique,
Veille médiatique.

Les autres services de
ICT Media Strategies

- Fourniture de contenus médiatiques
- Conseil en communication
- Edition
- E-reputation
- Relations presse

Le cabinet de veille stratégique et de fourniture de contenus ICT Media Strategies fournit aux décideurs, aux chefs d'entreprises et aux institutions avides de résultats et de croissance des alertes et des notes de veille mensuelles ou hebdomadaires sur les secteurs, produits ou entreprises de leur domaine d'activité. Avec un accent dans les secteurs de l'économie et des finances.

Siège social: Yaoundé - Etoudi. Rue 5.994
Tél.: +237 243 26 45 56 / 243 25 64 36
E-mail: contact@ictmedia.cm
BP: 806 Yaoundé Cameroun

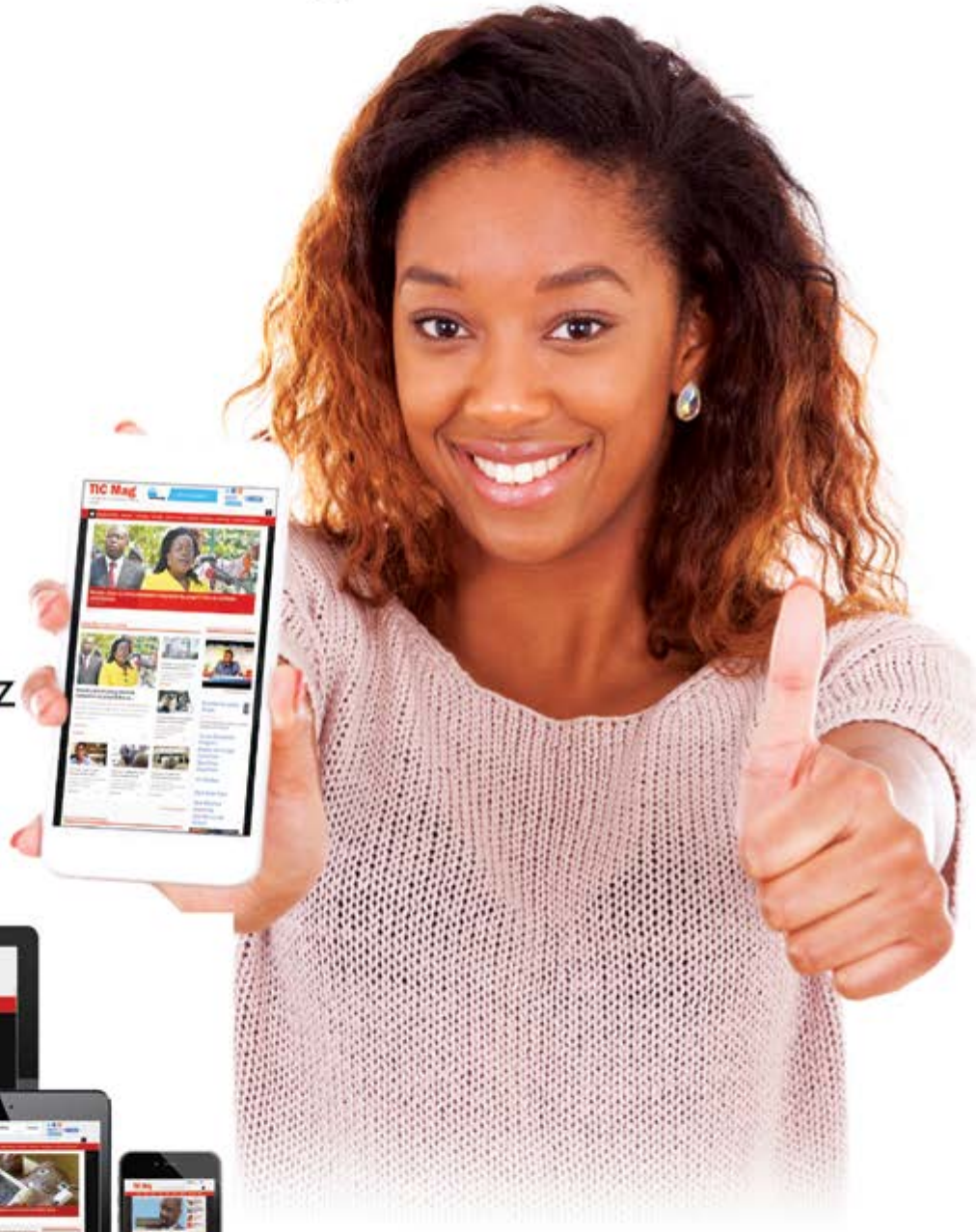
www.ictmedia.africa

TIC Mag

www.ticmag.net

Tous les jours,
l'actualité des
TIC & Télécoms
au Cameroun
et en Afrique.

Recevez
gratuitement
nos newsletters
quotidiennes et lisez
nous sur tous vos
terminaux.



By ICT MEDIA Your progress, our success Strategies

Yaoundé Etoudi Rue 5.994 / Libreville Boulevard
Tél.: +237 243 25 64 36 / +241 02 79 97 38
E-mail: contact@ticmag.net
www.ticmag.net
BP: 806 Yaoundé Cameroun